SILENCE

ECOLOGIE - ALTERNATIVES - NON-VIOLENCE - MARS 89 - N°114 - 12 F



LA REPONSE DE L'ONU

page 4



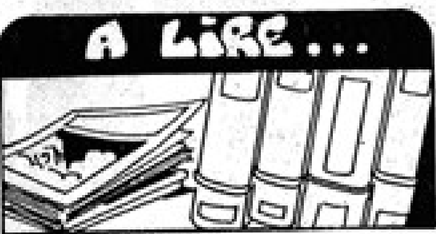
LE MOINE NOIR de Ivan Dikhovitchni - URSS

Tiré d'une nouvelle d'A. Tchekhov, ce premier film d'I. Dikhovtchni, élève d'A. Tarkovski, est d'une profondeur bouleversante. Il nous montre la lente mais inéluctable montée vers la folie d'Andreï, interprété par S. Lioubchine, obsédé par la légende du "moine noir" qui traîne à son insu, au fond de sa mémoire comme une musique ancienne, légende qu'il fait sienne.
Andreï converse dans l'ombre avec le "moine noir", enfin revenu sur terre et il bascule, alors, de l'autre côté du miroir, où tout est irréel. Et face à son entourage qui tente de le retenir, il revendique et persiste dans sa déraison, comme la seule rébellion possible de son âme contre l'ordre établi par les autres. Et de poétique, elle devient démence. Il mourra dévoré par cette psychose, allégorie douloureuse de son libre-arbitre et de la recherche de sa vérité. Il y a là comme une rencontre dramatique entre l'homme et l'absolue conquête de sa vie. Pour Andreï, elle se fera dans l'extrême solitude et une morbide souffrance.
J'ai beaucoup aimé ce film. Je me suis sentie très proche d'Andreï et son incorruptible quête. J'ai aussi trouvé les images très belles, des visages et des paysages. J'ai pensé à "Mort à Venise" de L. Visconti, et à "Son nom de Venise dans Calcutta désert" de M. Duras... Et depuis quand je repense aux personnages de ce film, il y a, qui trottent dans ma tête, ces deux vers de Pasolini : *"(...) et c'est terrible et doux : car jamais il n'y a de désespoir sans un peu d'espérance".* **Luce SERVANDON.**



CASSETTES SUR LE NUCLEAIRE

L'émission Micro-Climat, animée par Perline, lance sa collection de cassettes. L'un des derniers titres parus : La catastrophe de Goiâna au Brésil avec des entrevues avec Maria-José Walter Perrico, Wanderley Medeiros, Fernando Gabeira (voir dans ce numéro) et Jadyr de Andrade. Rappel des cassettes précédentes : N°1 : Hiroshima-Nagasaki, N°2 : Goiâna, N°3 : le risque nucléaire. On peut les commander (chèques à l'ordre de DMC) contre 65 F franco l'une, 120 F les 2, 160 F les 3, 175 F les 4, 320 F les 10 pour offrir autour de vous. Militez autrement ! Commandes à : Micro-Climat, Radio-Libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris.



ET MALVILLE EXPLOSA

Dans notre numéro précédent, nous vous présentions ce livre introuvable en librairie. Et pour cause, sorti en décembre en Suisse, il n'est sorti que le 20 février en France. Il doit donc maintenant se trouver partout.

GANDHI LE PELERIN DE LA PAIX B.D. de Benoît Marchon et de Léo Ed. Astrapi / centurion - 48 pages - 55 F

Cette collection de bandes dessinées est réalisée par la maison d'édition chrétienne Astrapi et retrace la vie de Gandhi de manière adaptée pour les enfants. Gandhi avocat en Inde puis initiateur de nombreux mouvements de désobéissance en Inde qui conduiront à l'obtention de l'indépendance en 1947 non sans éviter une guerre de religion fratricide entre hindous et mulsumans (avec la constitution du Pakistan). Gandhi, après avoir passé près de 7 ans dans différentes prisons, sera finalement assassiné par un fanatique religieux. Dans la même collection, d' autres BD existent sur Martin Luther King, autre figure de la non-violence, l'Abbé Pierre... De bons ouvrages de vulgarisation, qu'on pourra compléter par la lecture d'ouvrages plus complets publiés par le Mouvement pour une Alternative Non-Violente. **M.B.**

UN PARFUM DE TABAC BLOND d'Anne-Marie C. Danamme, Ed. Actes-Sud.

The Allège et nuage nour. Une série de très, très courtes nouvelles, se terminant par une plus longue. Ce recueil dégage une ambiance anglaise très feutrée et le titre de cette compilation convient parfaitement pour traduire ces atmosphères évoquées avec une certaine distanciation.
Ces récits extrêmement courts ont l'avantage de se lire dans des attentes très brèves (bus ou métro par exemple..) mais cette absence de longueur frustre un peu quelquefois. Pas le temps de s'imprégner d'un espace qu'il se clôture. Toutes ces nouvelles, plus ou moins réussies, se construisent selon le même procédé : la chute plus ou moins paradoxale. Dans le finale de ces mini-romans, l'absurde ou l'apparent paradoxe termine avec plus ou moins de bonheur les quelques pages intimes, nostalgiques, avec un peu de tragique. Tout cet ensemble ravit le lecteur.
Parmi mes préférences, le texte dont le titre nomme aussi le recueil ainsi que la plus longue et finale nouvelle "La vie parallèle". Un ensemble allégé comme un thé se dégustant avec un nuage de lait qui s'assombrit parfois.
Précisons qu'Anne-Maire C. Danamme écrivit la série télé romanesque "Grand Hôtel" pour TF1. Son éditeur se prépare à publier son roman "Le fruit du désespoir". **Phil ISNARD.**

AFFICHE DE NOEL AU GUATEMALA -

Voici la traduction de cette affiche :
"L'armée du Guatémala, durant les 365 jours de l'année, veille pour la sécurité de son peuple chéri. En ces fêtes de Noël, cet effort ne s'arrête pas, il continue vaillamment... Pour que le Guatémaltèque célèbre son Noël dans la paix et l'harmonie. Pour la Paix du Guatémala".
Et puis, ce père Noël a fait des paquets pour tous ces cadeaux. Dessus, il a écrit : "Paix". Apprenez-donc aux petits enfants à se méfier des Père Noël en treillis.



ANCIENS NUMEROS

Joindre un chèque correspondant aux numéros demandés. L'envoi n'est pas forcément fait immédiatement.

EDITORIAL

COMPAGNES ELECTORALES

Solange Fernex, responsable de la commission "Femmes" des Verts, ancienne tête de liste aux élections européennes, a fait adopter par sa structure que pour les échéances électorales, la parité hommes/femmes soit respectée. Pas toujours facile : certaines régions (Ile-de-France en particulier) ont refusé d'appliquer cette décision pour la désignation de leurs représentants aux élections européennes. Dans l'ensemble de la structure des Verts, plus on monte dans les postes à responsabilité, plus les femmes disparaissent.
Dans les autres partis traditionnels, le problème est encore plus aigu. Seul le PS essaie de passer la barre des 30 % de participation dans ses listes électorales, mais cela reste souvent un souhait. Ailleurs, c'est pire ; les places sont chères et les hommes défendent âprement la leur.

Revenons à la mouvance "alternative". On peut s'interroger sur la nécessité d'une telle décision politique chez les Verts. Comment un mouvement dont l'électorat est pour deux tiers féminin en arrive-t-il à un tel décalage lors des enjeux de pouvoir ? Nous qui cherchons à faire de la politique autrement, il nous faudrait vite nous poser des questions sur ce décalage permanent que l'on retrouve dans toutes les structures écolos...
Ainsi près des trois quarts des lettres individuelles reçues pour la campagne Malville sont issues de femmes... mais lors des réunions, les hommes restent majoritaires.
Selon les statistiques de l'INSEE, seulement 6 à 10 % de femmes participent activement aux associations d'environnement.
Plutôt que d'aller les chercher au dernier moment pour rééquilibrer les listes électorales - municipales ou européennes -, il serait peut-être bon de les écouter avant, et d'essayer de comprendre cette autre façon d'influencer la société. Là se tient peut-être une des clés du développement de nos idées.

Michel BERNARD.

Note de la correctrice : les femmes cherchent à promouvoir les idées, les mecs cherchent à se propulser eux-mêmes.

La suite des articles sur le CUN et sur la spiruline dans le prochain numéro : nous manquons de place.

Un avenir bien sombre pour une si petite planète

"Notre avenir à tous" - Our common future -, tel est le titre du rapport de la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement (1). Ce titre impressionnant reflète bien l'importance des travaux d'une commission créée fin 1983 par l'assemblée générale des Nations Unies pour étudier *"les questions fondamentales de l'environnement et du développement (...)"*, en partant de l'hypothèse *"qu'il est possible de bâtir un avenir plus prospère, plus juste et plus sûr en le fondant sur des politiques et des pratiques permettant d'étendre et de soutenir les fondements écologiques du développement"*.



Après trois ans de débats, de séances d'interviews publics de scientifiques, de militants ou d'individus, menés sur les cinq continents, la commission à produit un rapport très approfondi et très complet,comme le souligne René Dumont à plusieurs reprises dans son dernier ouvrage (2), et ceci tant au niveau des constats que des propositions. Ce succès est certainement dû à l'indépendance des membres de la commission, sous la présidence de Mme Gro Harlem Brundland (travailliste, actuel premier ministre de Norvège) et du Dr. Mansour Khalid (ancien ministre des affaires étrangères du Soudan). De plus la composition même de la commission, avec 21 membres dont 6 appartiennent à des pays riches occidentaux (mais aucun français), 3 aux pays de l'est et 12 aux pays en voie de développement, a renforcé une vision globale des problèmes d'environnement.

Plusieurs constats essentiels

La commission a d'abord établi plusieurs constats essentiels :

- Il y a une imbrication complète, aujourd'hui, entre environnement et développement, c'est à dire entre économie et écologie. Non seulement, le développement affecte l'environnement (émission de CO2, disparition d'espèces, couche d'ozone, ...), mais, de plus en plus, la dégradation de l'environnement influe directement sur le développement (conséquence de la désertification, de l'érosion, des modifications de climats, ...). Cette deuxième relation, est clairement mise en évidence dans la ville de Mexico, par exemple, où les pointes de pollutions extrêmes

obligent à ralentir, voire à stopper momentanément l'activité industrielle.

- La dégradation de l'environnement à l'échelle locale a souvent un impact global qui dépasse son cadre initial (la déforestation de l'Afrique centrale participe de la sécheresse au Sahel, ...) et les pollutions ignorent les frontières (cf Tchernobyl, les pluies acides, ...).

- La sur-consommation des ressources rares par les pays riches et l'échange inégal - le faible prix des matières premières -, conduisent les pays en développement à sur-exploiter leurs ressources naturelles (bois, combustibles fossiles, minéraux), déséquilibrant ainsi profondément les écosystèmes.

- Les années 80 ont vu une baisse du revenu par habitant de la plupart des pays en développement. Il n'y a jamais eu, en valeur absolue, autant d'individus souffrant de la malnutrition et la situation n'évolue pas dans le bon sens.

- La planète connaît une période de croissance de sa population très importante qui pourrait conduire des 5 milliards d'habitants actuels à une stabilité entre 8 et 14 milliards au siècle prochain. Et cette croissance devrait s'effectuer à raison de 90 % dans les pays en développement dont 90 % dans les villes. Cela va conduire à une pression croissante sur l'environnement et en retour dégrader encore plus les conditions de vie dans les pays pauvres.

- Les dépenses militaires dans le monde dépassent 1 000 milliards de dollars par an; ces dépenses affectent directement, dans beaucoup de pays, les moyens mis au service du développement et de la sauvegarde de l'environnement.

Une stratégie positive

Face à ces faits, la commission propose une "stratégie positive", faisant le pari qu'il est possible de faire évoluer les tendances actuelles vers un développement soutenable. Il s'agit d'un développement équilibré, qui réponde aux besoins actuels "sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs". Le rapport montre bien combien la diminution de la pauvreté est nécessaire pour une sauvegarde des ressources naturelles - c'est la misère qui pousse à la déforestation, du Brésil au Bangladesh. Mais cela implique que "les nantis doivent adopter un mode de vie qui respecte les limites écologiques de la planète". Cinq milliards d'habitants ne pourraient vivre comme l'Américain (ou le Français) moyen.

Pour ce faire, la commission émet analyses et propositions sur six grands thèmes qu'elle juge prioritaires :
- croissance démographique et éducation,
- sécurité alimentaire et agriculture,
- espèces et gestion du patrimoine génétique,
- les choix énergétiques,
- la production industrielle,
- le défi urbain.

Ainsi, dans le domaine de la sécurité alimentaire mondiale, donc de l'agriculture, elle dénonce les politiques agricoles en vigueur actuellement.
Dans les pays riches, les mécanismes de financement (subvention) de l'agriculture (25,6 milliards pour les USA, 21,5 milliards pour l'Europe en 1986) ont conduit à des pratiques industrielles qui polluent les nappes phréatiques, dégradent les paysages, consomment de fortes quantités d'energie

Gaspillage : utilisations abusives d'engrais et excédents agricoles



et d'intrants chimiques et vident les campagnes, tout ça, pour produire des excédents. Ces produits alimentaires sont vendus à prix discounts (dumping) ou donnés, sous forme d'aide alimentaire, aux pays en développement. Ce qui déstructure en profondeur les marchés agricoles de ces pays.

Dans les pays en développement, par contre, la priorité donnée à la croissance industrielle a paupérisé les paysans et renforcé l'échange inégal entre villes et campagnes. Elle conduit ainsi à une pression excessive sur l'environnement qui entraîne déforestation, désertification et érosion des terres et donc cause les problèmes alimentaires tels que ceux du Sahel ces dernières années ou la surexploitation de terres insuffisamment fertiles au Brésil.

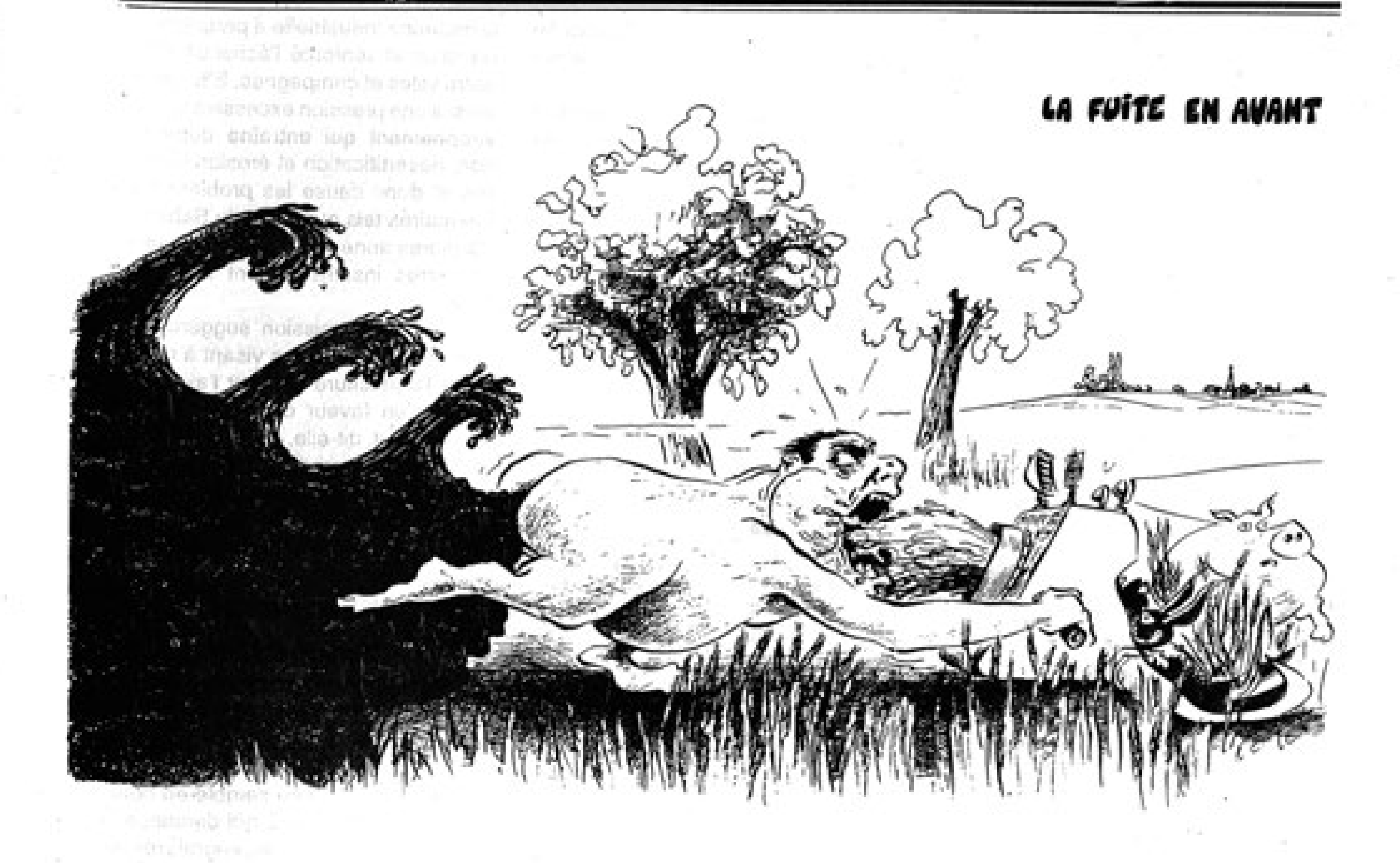
La commission suggère donc une série de mesures visant à rééquilibrer l'agriculture tant sur l'axe Nord-Sud qu'en faveur des petits agriculteurs. Il faut, dit-elle, *"réduire les incitations à la surproduction non compétitive dans les pays développés à économie de marché et, au contraire, développer les incitations à la production vivrière dans les pays en voie de développement."*

En effet, une agriculture qui consomme en abondance des ressources rares, détruit les terres et pollue l'environnement utilisé par tous, possède un coût induit considérable. Elle n'est pas viable à court terme. Une prise de conscience semble en cours au niveau de la CEE qui demande la limitation de l'usage des engrais azotés (nitrate) dans certaines "zones sensibles"; ceci malgré les pressions du lobby de l'agrochimie (Rhone-Poulenc en tête).

De la même façon, la commission traite le problème de la disparition accelérée d'espèces animales et végétales. Elle souligne, en particulier, qu'une grande partie de la richesse variétale se trouve dans les forêts tropicales humides, telle l'Amazonie, en régression rapide sous l'effet de la déforestation. Or, l'extinction d'une espèce est irréversible et constitue une perte économique, mais aussi culturelle ou esthétique souvent considérable pour l'humanité.

Changer les pratiques internationales

Après avoir émis constats et propositions sur chacun de ces thèmes "prioritaires", la commission aborde la question du cadre international dans lequel peut s'organiser l'effort commun à l'ensemble des nations. En particulier, elle préconise un bouleversement des pratiques des organisations internationales et gouvernementales pour lesquelles le développement soutenable doit devenir le centre des préoccupations. Alors que jusqu'à présent, les questions d'environnement ont été confiées à des organismes (voir le sous



secrétariat français à l'environnement) sans réels moyens et sans influence sur les sources des dégradations.

Cependant, la commission, tout au long du rapport, évite soigneusement de faire apparaître les antagonismes fondamentaux, au moins à court terme, entre pays riches et pays en développement par exemple, ou entre multinationales et paysans pauvres.

Au contraire, elle essaie systématiquement de dépasser ces contradictions et de montrer les convergences profondes d'intérêts. Ainsi, en ce qui concerne le problème des nouvelles semences, plus productives et plus résistantes : elles sont mises au point par certaines firmes de l'agro-business, souvent à partir des ressources génétiques des pays en développement qui les revendent ensuite à ces pays en obtenant de substantiels profits.

La politique actuelle de ces firmes vise clairement à maintenir les pays en développement dans une situation de dépendance, du fait de la faiblesse de leur potentiel de recherche génétique, se constituant ainsi une rente de situation.

Face à ces antagonismes d'intérêts, la commission essaie de mettre en évidence les "avantages inhérents à une bonne coopération internationale sur le sujet, avec partage des bénéfices", en particulier pour une meilleure détection et conservation du patrimoine génétique de base. Cela montre, encore une fois, la stratégie "positive" de la commission, qui ignore systématiquement le scénario du pire.

Ce rapport constitue un tournant "historique" (si,si), où l'on voit des dirigeants actuels des nations de la planète (Mme Gro Harlem Bruntland, la présidente de la commission est l'actuel premier ministre de Norvège et la plupart des membres occupent des postes officiels importants dans leur pays) prendre conscience avec une extrême précision du désastre en cours sous prétexte de "développement". Et ceci dans un rapport officiel ratifié par l'Organisation des Nations Unies.

Le malaise est-il si grand que certains gourvernants (mais pas les nôtres !), en viennent à reprendre les thèses "alarmistes", émises par des gens comme René Dumont depuis des années ?

La pression nécessaire des "usagers"

Mais il est clair que la position lucide et courageuse de cette commission, ne va pas rendre la vue, comme par enchantement, à tous les lobbys et "élites", qui vive (grassement), dans les pays riches ou pauvres, du mal-développement et de ses conséquences écologiques. Des antagonismes fondamentaux existent - l'assassinat récent au Brésil de l'écologiste Francisco Mendes est la pour nous le rappeler s'il le fallait (3) . Les politiques ne changeront effectivement que sous une pression effective des "usagers" des écosystèmes, c'est a dire nous tous.

Ce rapport constitue cependant un extraordinaire outil, tant par la richesse et profondeur de ces positions que par sa crédibilité, pour convaincre de l'impasse des politiques actuelles de développement et de l'urgence des remèdes à y apporter.

Bruno Legeard,
le 9 Janvier 1989.

(1) Le livre est disponible en France, si vous ne le trouvez pas, vous pouvez le commander à "Librairie Parallèles", 47 rue St-Honoré, 75001 Paris, tel : (1) 42 33 62 70 contre 150 F (+ 20 F de port).
(2) "Un monde intolérable", édition Seuil, 280 pages, 110 F.
(3) Voir article dans le numéro précédent.

PER UN'AVVENE CORSU !

Ouverture chez les Verts : sur leur liste européenne figurera en troisième position l'une des figures historiques du mouvement nationaliste corse, Max Siméoni, secrétaire général de l'Union du Peuple Corse (UPC) et conseiller à l'Assemblée de Corse. L'UPC et la "Cuncolta Naziunalista" soutiennent cette candidature qui sera aussi pour eux celle de l'Alliance européenne libre (regroupant tous les mouvements autonomistes et régionalistes français) sous l'étiquette "Per un'avvene corsu", pour un avenir corse. Max Siméoni présente ici les enjeux écologiques et politiques de la Corse.

Le combat de l'UPC et de tout le nationalisme corse est fortement imprégné de la dimension écologiste. L'attachement à la terre forme l'essence de notre combat, à travers la défense d'une culture qui, au cours des générations, a codifié un rapport d'équilibre entre l'homme et son environnement. Les projets du "libéralisme européen" pour la Corse sont porteurs de grands risques pour l'environnement encore remarquablement préservé de l'île.

Rappelons qu'un des tous premiers combats écologistes de terrain fut celui mené avec opiniâtreté en 1973 contre les boues rouges au titane déversées dans la Méditerranée par la Montedisone au large de Bastia. Et nous avons dû faire face aux projets démentiels du "schéma d'aménagement de la Corse de 1971" qui, après une colonisation des sites littoraux les plus prestigieux par des groupes financiers, prévoyait la création en dix ans de 350.000 lits (près de deux fois la population corse), le seul projet de Testa Ventilegne comptant 80.000 lits, davantage que la population de la région ajaccienne ! Les combats sur les thèmes écologistes se sont multipliés pour nos militants : énergies non polluantes, maîtrise de l'eau, incendies de forêts, protection des sites...).

S'inspirant en partie de la situation des minorités culturelles dans les autres états européens plus respectueux que la France de leurs diversités, l'Assemblée de Corse a voté à une large majorité, à notre initiative, l'affirmation de l'existence du peuple corse. Hors de Corse, des mouvements régionalistes (exemple le mouvement Région Savoie), des partis autonomistes regroupés avec l'UDC au sein d'une structure, l'Alliance Libre Européenne, d'autres partis nationalistes dans l'hexagone et les Dom-Tom, suivent avec intérêt l'évolution de la situation politique en Corse. L'union politique que nous avons avec l'autre composante nationaliste (A Cuncolta Naziunalista) est prise en compte par d'autres, au Pays Basque français par exemple. Quant aux avancées politiques qui obligent le gouvernement socialiste à un traitement particulier à propos de la Corse, elles représentent un espoir pour tous.



Le vote des morts en Corse dénoncé dans les journaux nationalistes

Fédéralisme et respect des identités

Le centralisme jacobin - écrasement culturel des différences, centra-

lisme des structures, castes monopolisant le pouvoir (énarques, corpsarts, préfets, etc...) est préjudiciable pour tous, y compris pour les Parisiens ! Ce centralisme forcené fait peser une hypothèque sur la construction d'une Europe démocratique et respectueuse de toutes ses composantes. Le système centraliste français va-t-il, à la veille de 1992, se raidir ou évoluer ? C'est très certainement autour de la question corse que, pour une grande part, ce débat de fond va se dérouler, au profit ou au préjudice, de tous les peuples et de toutes les régions naturelles de France.

L'ouverture de la liste des Verts au courant régionaliste-autonomiste-nationaliste doit satisfaire deux nécessités :
- être complémentaire du message écologiste et ne pas hypothéquer le positionnement politique fondamental des Verts,
- être suffisament "décalée" de façon à permettre le rassemblement de nouvelles couches d'opinion autour des Verts. Telle est la condition de son utilité électorale : la liste verte, dont le potentiel se situe aux alentours de 5 %, a besoin d'un véritable appoint pour mieux assurer ses possibilités de succès.

La capacité à remplir un tel rôle par la revendication identitaire a été évoquée par l'UPC dès les premiers contacts avec Antoine Waechter (1) durant la campagne présidentielle. Une confirmation est venue de l'analyse des sondages sur la motivation des votes en faveur d'Antoine Waechter, qui ont montré que l'adhésion au message "fédéralisme-respect des identités" avait été, après le thème de l'environnement, mais à égalité avec le thème du désarmement, le thème le plus porteur de la campagne. Antoine Waechter a-t-il pour autant fait le "plein" de ce courant d'opinion à cette occasion ? Probablement pas car, si les liens Verts-environnement ou encore Verts-désarmement sont simples et naturels pour l'opinion publique, le thème "fédéralisme-respect des identités", lui, demande à être davantage médiatisé que les deux autres pour être ressenti largement comme "porté" par une liste écologiste. Il y a donc tout lieu de penser que l'occultation médiatique de la campagne présidentielle des Verts ait eu pour effet de priver ce message d'une grande partie de son impact malgré les séquences télévisées officielles. Par contre, l'impact médiatique de la question corse nous semble suffisant pour renverser de telles barrières.

Le réveil des nationalités

Cinq années de mandat européen, pour quoi faire ? Pour faire progresser la situation du peuple corse bien sûr ? Mais nous pensons également pouvoir développer ensemble, à travers la campagne, et surtout à travers l'exercice du mandat, un véritable projet politique global de dimension européenne. En effet, une conviction politique nous anime : "la prise de conscience écologique et le réveil des nationalités" sont deux lignes forces de l'Europe de demain. Leur complémentarité politique que nous avons, pour notre part, commencé à illustrer sur le terrain corse, permettra, si elle est "contagieuse", l'émergence d'une force politique considérable à opposer à l'Europe des Etats et à l'Europe des trusts.

Nous nous engageons à être les porte-parole de toutes les minorités culturelles de France pour la défense de leurs droits et la promotion de leur identité, tout en recherchant la complémentarité entre ces forces et les Verts. Il facilitera la greffe entre eux et de nombreux mouvements dans l'Europe des douze, cela pouvant s'étendre - les évolutions à cet égard sont si rapides - au delà du rideau de fer avec les Arméniens, les Slovènes, les Lithuaniens, les Estoniens...

Max SIMEONI

(1) 18 élus corses avaient accepté de parrainer sa candidature à la présidentielle, dont les trois conseillers UPC à l'Assemblée de Corse.

Des adresses en Corse :
. UPC, BP 7, 20200 Bastia.
. A Cuncolta Naziunalista, BP 115, 20292 Bastia cédex.
. Syndicat des Travailleurs Corses (STC), 1 rue de la Piétrina, 20000 Ajaccio
. Les Verts-Corse, BP 553, 20189 Ajaccio cédex.



FAUT-IL ENSEIGNER L'ANGLAIS A L'ECOLE ?

Le problème du choix d'une langue internationale enseignée aux enfants dès leur plus jeune âge pour leur permettre de correspondre avec d'autres enfants de nationalités différentes est de nouveau posé avec le projet du gouvernement d'introduire une deuxième langue obligatoire dans l'enseignement dès l'école primaire.
Cela pose une nouvelle fois le problème de l'identité culturelle de chaque langue et du risque de voir une culture l'emporter sur les autres. L'exemple des pays de l'Est où les cultures nationales se réveillent face aux tentatives d'imposer le russe comme langue unique devrait faire réfléchir les futurs dirigeants européens. Une solution pourrait être l'adoption d'une langue non liée à une culture comme c'est le cas de l'espéranto. La langue universelle espéranto n'est nullement de nature à porter atteinte aux langues nationales mais, tout au contraire, à les conserver dans leur pureté et à prédisposer les jeunes à l'étude.
Elle est la langue de communication pratique, la mieux adaptée au monde moderne, au service de toutes les cultures et n'ayant à proposer qu'une grande aisance dans les relations internationales favorisant les rapports et les échanges entre les peuples et les individus.
Pour en savoir plus : Groupe d'Action pour l'Esperanto, 123 rue de Royan, 16710 Saint-Yrieix, tel : 45 95 41 82.

BRETAGNE : ISLAM ET MONDE ARABE

Le Centre de Relations Internationales du Finistère organise un colloque à Brest du 24 avril au 5 mai sur ce thème. Cinq conférences-débat ainsi que la projection de plusieurs films arabes récents tenteront d'éclairer les situations politiques, sociales, religieuses et culturelles qui font de cette région un des points les plus "chauds" de la planète.
Il est évident que le choix de ce thème d'actualité poursuit un but bien précis qui est de donner un aperçu le plus complet possible sur une culture, un monde si proche de nous, mais si méconnu et si déformé.

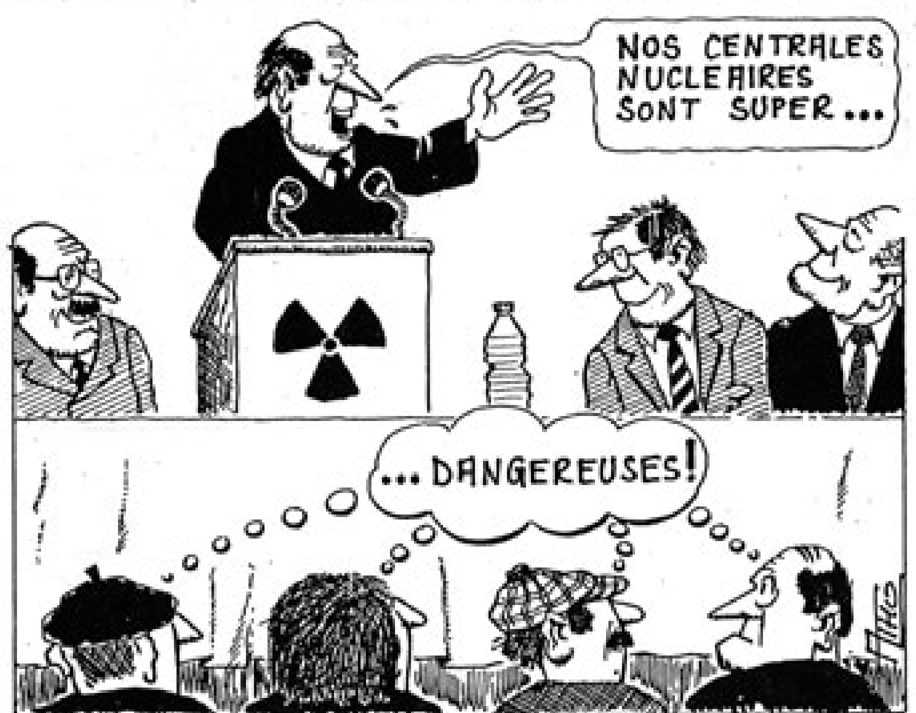
Les conférences auront pour thème :
Géopolitique du Monde Arabe (24 avril avec Dominique Chevalier, Paul Balta, May Dubarry Chartouny), perception occidentale de l'Islam (27 avril avec Bernard Ravenel, Slimane Zeghidour, M. Mokhtari), vie quotidienne des mulsumans en France (2 mai avec Sadak Sellan, J-Yves L'Hopital, Bruno Etienne), Cinéma arabe : miroir d'une société (25 avril avec Khatia Khémais), Culture arabe, sa place et son avenir dans notre société (3 mai avec Tahar Ben Jelloum, prix Goncourt 87). Lieu du colloque : Université de Bretagne Occidentale. Renseignements et inscriptions : CRIF, 59 rue Sébastopol, 29200 Brest, tel : 98 41 55 66.

MALVILLE

DEBAT AU CONSEIL GENERAL DE L'ISERE

Il n'y avait pas eu de débat au Conseil Général de l'Isère sur la question du surgénérateur depuis 1976. La décision de redémarrage le 12 janvier dernier a incité Mr Carignon a provoquer ce débat qui s'est déroulé le 3 février à Grenoble.

En 1976, alors que le gouvernement de Giscard vient de donner son aval pour la construction du surgénérateur, le Conseil Général de l'Isère, de majorité socialiste, se réunit le 23 septembre, à l'initiative de son président, Louis Mermaz. Une motion en sort qui *"demande au gouvernement de surseoir au projet de construction de la centrale de Creys-Malville"*. Treize ans plus tard, la majorité de la France a changé, celle du département aussi... et la situation est inversée.



Une installation pour la paix

C'est Mr Merguy, président de la NERSA (1) qui ouvre la séance en rappelant le rôle du surgénérateur dans la perspective de la raréfaction des matières premières. Emporté par son élan, il va même jusqu'à déclarer que *"La NERSA est une société exportatrice qui favorise la balance du commerce extérieur"*... si le réacteur produisait de l'énergie, l'électricité serait distribuée en effet en Italie et en Allemagne au prorata des participations financières...

Mr Merguy, en bon nucléocrate, annonce la nécessité de lancer dans les quatre à cinq ans à venir un autre surgénérateur pour ne pas être rattrapé par les Russes et les Japonais, voire les Américains qui - selon lui-citent toujours la France comme un exemple (quels Américains ?). Il nous confirme également que l'on est capable d'éteindre un feu de sodium de 20 tonnes alors qu'en cas de rupture de tuyau sur le site, le maximum prévu est de 80 tonnes. Il nous rappelle que dans le cadre du scénario le pire envisagé (accident ABC), le dégagement d'énergie initialement prévu de 500 mégajoules a finalement été réévalué à 200 mégajoules... alors que l'enceinte de béton est prévue pour 800 mégajoules, calcul fait sur maquette "très fidèle" (2). Mr Merguy termine son brillant exposé par une belle envolée : pour que les peuples soient heureux, il faut de l'énergie, pour produire de l'énergie, il faut des surgénérateurs, donc les surgénérateurs sont un facteur de paix dans le monde. On ne rit pas : les futurs irradiés reposeront effectivement en paix.

7000 F de pot de vin par habitants

Bernard Saugey, président de la Commission Locale d'Information, a fait le point sur le mauvais fonctionnement de celle-ci. Il a également rappelé le décalage entre les soucis financiers des élus locaux et les débats très techniques entre opposants et responsables du site. Cette présentation nous a permis de savoir que pas moins de 53 millions de francs ont ainsi été distribués aux communes environnantes. Creys remportant la palme avec 7000 F versés par habitant ! Dans ces conditions, on comprend que les élus les plus proches acceptent pour la plupart de se prostituer.

La position de la CFDT

Danielle Monnet de la CFDT intervient ensuite en rappelant que le rôle de son syndicat n'est pas d'être pour ou contre le nucléaire, mais d'assurer la sécurité des travailleurs et *"de ne pas laisser un monde trop pollué à nos enfants"*. On appréciera le "trop". Elle rappelle que *"dans des installa-*

tions de complexité analogue, rien ne prouve que la liste des accidents envisagés soit exhaustive". Voir l'accident de Challenger ou des avions. Elle dénonce la routine et la confiance qui entraînent des relâchements de l'attention qui engendrent des conséquences graves. Elle soulève la question de l'inconnue que représentent les combustibles irradiés qui sortiront du réacteur et de leur manipulation.

Elle dénonce *"la commission locale d'information qui est un lieu de passage formel pour avaliser des décisions déjà prises ailleurs".* Enfin, elle demande : *"peut-on avoir un débat serein sur la sécurité des installations à risques s'il interfère avec celui de la fiscalité locale ?".* Elle dénonce enfin la centaine de milliards de francs investie dans des centrales nucléaires excédentaires, argent qui aurait pu permettre la création d'emplois dans de nombreux autres secteurs.

La surgénération Mitterrand

Raymond Avriller, au nom de la Commission-Energie-Développement de Grenoble, est ensuite intervenu sur l'insuffisance du débat du Conseil Général qui a invité comme seuls techniciens des ingénieurs pro-nucléaires. Il a ensuite présenté notre société, qu'il appelle *"surgénération Mitterrand"* : la France est le seul pays au monde où les citoyens ne disposent d'aucun recours... et quand on intervient sur certains points par la voie juridique, on nous oppose le secret industriel, quand ce n'est pas le secret défense.

Pierre Planeix, président de la Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature, section Isère, a ensuite fait le point sur les risques d'un accident qui serait sans commune mesure avec celui de Tchernobyl. Il a lancé un appel aux élus présents en leur signalant que nous avions, avec la fuite du barillet, bénéficié d'un avertissement sans frais, ce qui ne sera peut-être pas toujours le cas.

Le bla-bla-rillet

Pierre Schmidt, le directeur de la centrale a répondu à ces accusations à coups de transparents, de photos, de documents chiffrés qui n'ont fait qu'endormir un peu plus une assistance quelque peu dépassée. Les arguments les plus bas ont été utilisés. Ainsi, l'acier 15D3 utilisé pour le barillet a aussi posé des problèmes de fissures dans une installation solaire d'EDF. Il n'a pas dit que le solaire était source d'ennui. Mais il l'a pensé fort. Autre exemple de discours faussé : *"il est admis de faire des travaux dans un bâtiment réacteur de surgénérateur".* Comme dirait Coluche : "dans les milieux autorisés, on s'est autorisé...". Nous avons quand même appris que la réalisation du nouveau dossier de sûreté (toujours provisoire) avait nécessité le travail de 150 personnes totalisant 500.000 heures de travail. A défaut de kWh, on pourra toujours facturer les heures de travail.

Du côté juridique

Maître Huglo, avocat de la ville de Genève, s'en est pris violemment à nos nucléaocrates français en leur rappelant que l'expert nommé par le tribunal de Grenoble n'avait pas eu de réponses à 11 des 19 questions que le tribunal lui avait posées, que de toute manière le rapport de l'expert n'avait aucune valeur, le gouvernement n'ayant pas attendu la justice pour prendre sa décision, et ceci malgré les analyses de nombreux spécialistes de droit qui estiment que le nouveau fonctionnement de Superphénix signifie nouvelle centrale et donc nécessité d'obtenir de nouvelles autorisations.

Du côté scientifique

Lucien Borel, thermodynamicien, co-président de l'Asociation pour l'Appel de Genève, a ensuite démontré que les chiffres avancés par EDF ne signifient rien : pour qu'un accident ait une chance sur 10.000 ans de se produire, il faudrait un étude statistique portant sur plusieurs centaines de milliers d'années avant d'en tirer une moyenne et même si cela était, cela ne signifie pas que l'accident se produira seulement dans 10.000 ans mais aussi bien maintenant que dans 10.000 ans et l'incident du barillet, extrêmement peu probable selon ces méthodes de calcul, en est le parfait exemple.

Il a ensuite insisté sur les notions de risques montrant qu'entre les risques hypothétiques, les risques hors-dimensionnement et les risques résiduels, EDF avait mis au point des moyens permettant d'éliminer tous les scénarios trop compliqués à étudier.

Enfin, il a terminé en comparant les risques d'accident d'avions et ceux d'une centrale nucléaire : quand on monte dans un avion, c'est un choix individuel... quand on habite à côté d'une centrale nucléaire, on subit ce choix venu d'une structure collective.

Du côté des politiques

Les reponsables des groupes politiques ont ensuite pris la parole. Passons sur le groupe communiste plus arriéré que jamais. Michel Hanoun, au nom du RPR, a suggéré la création d'un réseau de mesure et de surveillance de la radioactivité à travers un laboratoire financé par le département ainsi que la mise en place d'une commission d'enquête et d'information dotée de moyens plus importants que la Commission Locale actuelle.

Didier Migaud, au nom du groupe socialiste, a émis le vœu que le Conseil Général demande la tenue d'un débat national sur la question nucléaire et a proposé de demander la création d'une Haute Autorité sur le Nucléaire. Il a dénoncé qu'en France promoteurs du nucléaire et législateurs soient liés et a répondu au RPR en disant que le département n'avait pas les moyens de mettre en place une Commission d'Enquête qui est une possibilité offerte au seul Parlement national.

C'est dans une salle quasi-déserte, après 8 heures de débats, qu'une motion déposée par Bernard Saugey au nom de la majorité départementale a été adoptée. Celle-ci dit que les Conseillers Généraux de l'Isère *"regrettent que le redémarrage ait été décidé sans consultation préalable du Conseil Général. C'est pourquoi, ils décident de poursuivre et d'organiser toujours mieux le débat (...) Ils décident de transformer la Commission Locale d'Information sur Creys-Malville, présidée par Bernard Saugey, en Commission de Surveillance Départementale, en la dotant de moyens de contrôle et d'information(...)".*

De toute manière, le Conseil Général ne peut guère faire plus en matière politique : il est toujours plus urgent que jamais de demander l'arrêt de Malville et un débat national et contradictoire sur la politique nucléaire.

Michel BERNARD.

(1) NERSA : société anonyme dont le capital appartient à 51 % à EDF, 33 % à l'ENEL (EDF italienne) et le reste à un consortium à majorité allemande.

(2) On se souvient qu'avec ce genre de calcul, la NERSA avait prévu que le bâtiment réacteur, de par son poids s'enfoncerait de 1 mètre dans le sol lors de sa construction alors qu'en fait il ne s'est enfoncé que de 20 centimètres. "Comme quoi on avait prévu large" disent les pro-nucléaires. "Comme quoi vous vous être plantés de 80 %" répondent les opposants.

MALVILLE

LE CANTON DE GENEVE ATTAQUE LA FRANCE

Après la Ville de Genève qui s'est jointe aux plaignants français et suisses le 30 novembre dernier, c'est au tour du Canton de Genève de porter plainte, le 9 février 1989, contre la France : le gouvernement fédéral a porté plainte auprès du Conseil d'Etat français. Nous reproduisons ici la déclaration du maire de Genève en date du 2 février 1989.

En votation populaire du 7 décembre 1986, le corps électoral du canton de Genève a accepté par 37 371 oui contre 25 106 non, l'insertion dans la Constitution genevoise d'une disposition nouvelle, l'article 160 C définissant une politique énergétique.

Ce texte fait notamment obligation aux autorités genevoises de s'opposer par tous les moyens juridiques et politiques à leur disposition à l'installation de centrales nucléaires, de dépôts de déchets hautement et moyennement radioactifs et d'usines de retraitement sur le territoire du canton et au voisinage de celui-ci.



Dans une déclaration du 26 janvier 1988, le Conseil d'Etat, qui constitue l'autorité exécutive cantonale, a rappelé qu'il était intervenu à plusieurs reprises tant auprès du Conseil fédéral que dans le cadre de la concertation régionale, pour se faire l'interprète des inquiétudes ressenties par une partie de la population genevoise, depuis les incidents qui ont entraîné l'arrêt de la centrale nucléaire de Creys-Malville, en 1987.

A cette occasion, le Conseil d'Etat a estimé qu'en autorisant, le 10 janvier 1989, le redémarrage des installations de Creys-Malville, le Gouvernement français n'avait pas tenu entièrement les engagements pris précédemment à l'égard de la Suisse, que les principes tirés du droit international coutumier de bon voisinage n'avaient pas été respectés et, enfin, que diverses règles de procédure fixées par le droit français en la matière n'avaient pas été suivies comme elles auraient dû l'être. En conséquence, l'autorité exécutive cantonale s'est adressée au gouvernement fédéral pour lui demander formellement d'interjecter recours contre la décision du 10 janvier 1989.

Pour sa part, le 4 novembre 1987, le Conseil Municipal de la Ville de Genève, qui est l'autorité législative municipale, considérant en particulier les dangers que pouvait représenter une technologie non maîtrisée et l'annonce d'une remise en marche, votait à une large majorité une résolution priant le Conseil d'Etat d'intervenir énergiquement auprès des autorités fédérales afin que celles-ci transmettent au Gouvernement français les inquiétudes de la population genevoise et, par conséquent, qu'un moratoire soit demandé afin que le surgénérateur de Creys-Malville ne soit pas remis en service.

Cette démarche étant restée sans résultat, le Conseil municipal, en date du 30 novembre 1988, votait, par 44 voix contre 17, une motion demandant au Conseil administratif de se joindre aux procédures judiciaires en cours.

Celles-ci visent d'une part à s'assurer du respect des procédures et des conditions requises par la législation française, en particulier en ce qui concerne la sécurité.

Elles ont, d'autre part, pour objet la désignation d'une commission d'experts - si possible une commission d'experts internationaux - dont la mission consisterait à indiquer aux tribunaux saisis les dangers que fait courir la technologie des surgénérateurs aux populations voisines.

Enfin, les avocats mandatés à cet effet ont reçu mission d'interjecter recours auprès de toute juridiction contre les décisions autorisant le redémarrage des installations, dans les conditions de sécurité actuelles.

L'action de la Ville de Genève s'inscrit donc dans le cadre de l'article 160 C de la Constitution genevoise, rappelé ci-dessus.

En application de la volonté du corps électoral et de l'autorité législative municipale, le Conseil administratif poursuivra les démarches déjà entreprises dans le souci d'assurer la sécurité de la population genevoise.

Guy Olivier SEGOND
Maire de la Ville de Genève.

MALVILLE

LES AUTRES FAITS DU MOIS

Mardi 17 janvier - Paris : dans son émission "Ciel mon mardi", Christophe Dechavanne met face à face Yves Lenoir et l'avocat du WWF contre Edouard Parker, agité d'extrême-droite, auteur du livre "La rumeur de Tchernobyl" qui entend démontrer que l'accident de Tchernobyl est avant tout un accident médiatique. Débat assez faible et assez fade... mais qui a eu le mérite d'exister.

Samedi 21 janvier - Annemasse : Manifestation à l'appel des Verts de Haute-Savoie avec le renfort de nombreux Suisses de Genève qui ont franchi la frontière. Environ 1500 personnes ont manifesté de la mairie au siège d'EDF. Une délégation a été reçue par le maire, Robert Borrel, socialiste dissident. La délégation a demandé à ce que la ville d'Annemasse se joigne à la plainte de la ville de Genève contre le redémarrage de Superphénix. Le maire a refusé tout en rappelant son attachement à l'écologie. La délégation a également été reçue par le député UDF, Claude Birraux qui s'est engagé à poser une question, écrite ou orale, au Parlement, sur les conditions de remise en route de Malville.

Lundi 23 janvier - Belley : Une cinquantaine de personnes de l'Ain et de la Savoie s'installent devant la mairie de Belley où le maire, Charles Millon, député de l'Ain et président du Conseil Régional donnait, en présence du Préfet de l'Ain, une réception pour les vœux du nouvel an. Distribution d'un texte aux élus présents.

Lundi 23 janvier - Valeurs Actuelles : Article d'Edouard Parker, le fêlé signalé plus haut. Première phrase de l'article sur le redémarrage de Superphénix : "Les kmers Verts sont de nouveau sur le sentier de la guerre". On vous passe la suite, vous n'aviez qu'à acheter cet excellent journal.

Mardi 24 janvier - Lyon : Action du Comité Malville, une vingtaine de personnes entrent dans les locaux du siège de la NERSA, société composée à 51 % de capitaux d'EDF, 33 % de capitaux de l'ENEL (EDF italienne) et le reste de SBK, consortium européen à majorité allemande et qui est propriétaire du site de Creys-Malville. La délégation demande a être reçue par les directeurs français, italien et allemand. Refus total des personnes présentes. L'occupation des lieux commence à 17 h. Pendant ce temps, trois personnes sont montées sur le toit de l'immeuble et l'une descend en rappel pour accrocher une banderole "Malville : stop" au niveau des bureaux de la NERSA. La police intervient à l'extérieur pour interpeller ces trois personnes. La télévision régionale filme... et retransmet le soir-même alors que l'occupation continue à l'intérieur. Deux questions sont posées aux directeurs de la NERSA : la demande de signer un papier personnel engageant leur responsabilité en cas d'accident de Superphénix, deuxièmement, un engagement qu'il ne s'opposeront pas à l'expert, Mr Pronost, chargé par le tribunal de Grenoble d'enquêter sur la validité des faits avancés par EDF et la NERSA. L'occupation se termine sans aucun dialogue vers 23 h.

Vendredi 27 janvier - Paris : L'Initiative pour un Débat sur Superphénix lancée par Yves Lenoir, Louise Trussel et Raymond Avrillier a recueilli près de 20.000 F qui permettent de financer un encart publicitaire d'un sixième de page dans Libération. Cet appel signé par Claude Bourdet, Solange Fernex, Pierre Juquin, Bernard Laponche, Michel Pollac, Raymon Séné, Frida Meissner-Blau rappelle la nécessité d'un débat public sur la question nucléaire promis en 1981 par Mitterrand.

Samedi 28 janvier - Grenoble : nouvelle manifestation à l'appel de la FRAPNA-Isère, des Amis de la Terre de Grenoble et des Verts. Environ 1000 personnes pour une manifestation silencieuse du centre piétonnier à la Préfecture où personne n'est là, officiellement, pour recevoir une délégation. A noter la présence d'Antoine Waechter et de Pierre Juquin.

Mardi 1er février - Paris : Duel sur la 5, entre 12h45 et 13 h entre Mr Mergui, directeur de la NERSA et Yves Pillet, l'un des trois députés PS de l'Isère a avoir dit son opposition au redémarrage dans les conditions actuelles. Le débat étant entre pro-nucléaires, il a porté essentiellement sur l'idée que l'on peut se faire de la démocratie. Trois questions étaient posées aux auditeurs avec réponse sur Minitel. Les résultats sont les suivants : Faites-vous confiance aux ingénieurs d'EDF en matière de sûreté nucléaire : 62 % de oui contre 33 % de non et 5 % de sans opinion. Pensez-vous qu'il faille faire plus d'information sur le nucléaire ? 73 % de oui contre 22 % de non et 5 % sans opinion. Pensez-vous qu'un accident de type Tchernobyl puisse avoir lieu en France ? 47 % de oui, 47 % de non et 6 % sans opinion. Comme disait l'autre : Tchernobyl ne peut pas avoir lieu en France puisque c'est en URSS.

MALVILLE

EN PREPARATION

Samedi 25 février - Grenoble : rencontre de l'ensemble des groupes opposés au redémarrage de Superphénix au siège de la FRAPNA, 5 place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, à partir de 14 h. Explication des démarches et campagnes en cours. Essais de coordination pour les mois à venir.

Samedi 4 mars - Lyon : rassemblement à 14 h Place Gabriel Péri pour l'érection d'un monument aux Vivants. Il est demandé à chaque manifestant d'apporter sa pierre signée pour la contribution à l'élaboration de ce monument. Le Comité Malville fournira le ciment.

MALVILLE

LE PRIX NOBEL DE PHYSIQUE 88 OPPOSE AU SURGENERATEUR

Le 10 décembre dernier, Jack Steinberger recevait le Prix Nobel de physique à Stockholm. Ancien directeur du département de physique nucléaire du CERN, Centre d'Etudes et de Recherche Nucléaire, membre de plusieurs académies de physique, ayant reçu récemment la médaille nationale américaine des mains mêmes de Reagan, il s'inquiète dans une interview exclusive du "Courrier de Genève" de la remise en marche du surgénérateur.

Il rappelle d'abord que *"nombreux sont ceux qui sont d'accord pour affirmer que le programme des surgénérateurs est beaucoup plus dangereux que celui des centrales conventionnelles, notamment parce que le processus de refroidissement s'effectue avec du sodium liquide. Malville en stocke cinq mille tonnes, une matière qui dégage une énergie énorme en cas d'incendie. Le danger est en outre accru parce que l'énergie est produite dans un volume plus petit qu'à l'ordinaire, ce qui implique des températures plus grandes et des excursions plus rapides en cas d'ennui"*

Et il poursuit : *"Le contrôle de telles situations est plus difficile et délicat qu'avec des réacteurs ordinaires, au point que plusieurs pays, dont les Etats-Unis, ont décidé de stopper la filière du surgénérateur."* (...) *"Il y a déjà eu des accidents graves, des accidents non prévus. Il est donc difficile d'avoir confiance dans les calculs de sécurité. Ceci en général, car même dans les centrales classiques, donc plus faciles à contrôler, des accidents non prévus se sont produits. Il n'y a donc aucune raison de croire tout à coup que, dans ce cas particulier, le réacteur est sûr. Et les conséquences d'un accident dans un surgénérateur seraient bien plus dramatiques"*

"Pour Genève, un accident à Malville pourrait être catastrophique" affirme le Prix Nobel, *"notamment avec les vents de la région, qui amèneraient les déchets radioactifs dans notre direction. Si une excursion nucléaire devait se produire dans cette centrale, Genève pourrait devenir inhabitable pour une durée indéterminée, sans compter ce que subiraient les actuels habitants de cette ville".*

Enfin, le scientifique conclut en déclarant qu'au CERN rares sont ceux qui optent en faveur de la surgénération. Mr Steinberberger confirme encore que les centrales nucléaires en France, et surtout les surgénérateurs, sont utilisées à des fins militaires.

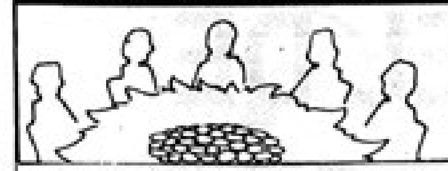
Mais pourqoi tenir compte de l'avis d'un prix de Nobel de physique probablement incompétent ?

MALVILLE

100.000 EME CARTE POSTALE EN VUE

Avec 40.000 cartes diffusées en Suisse et 50.000 en France, dont environ 30.000 dans la région Rhône-Alpes, il se confirme que le nombre d'opposants va sans cesse croissant : en 1976, une pétition avait réunit 50.000 signatures en un an. En 1982, une carte-postale pétition avait été diffusée à 100.000 exemplaires en 9 mois. La nouvelle campagne, démarrée avec l'année, aura permis de dépasser ce cap en seulement deux mois. La campagne se poursuit car il semble que nous soyons loin de la saturation.

Rappel des prix : 10 ex : 10 F - 50 ex : 40 F - 100 ex : 70 F - 250 ex : 150 F - 500 ex : 250 F franco de port. Chèque à l'ordre de Jean-Luc Thierry. A adresser à : Comité Malville de Lyon, 4 rue Bodin, 69001 Lyon. Ne vous trompez pas d'intitulé ! Merci.



LES ITALIENS EUROPEENS

A l'initiative du Partito Radicale, une loi vient d'être votée en Italie autorisant l'ensemble des membres de la CEE à pouvoir se présenter aux prochaines élections européennes en Italie. La barre pour être élu(e) en Italie étant de 2 % et non 5 % comme en France, ceux qui veulent un strapontin à la prochaine assemblée européenne peuvent aller tenter leur chance de l'autre côté des Alpes.



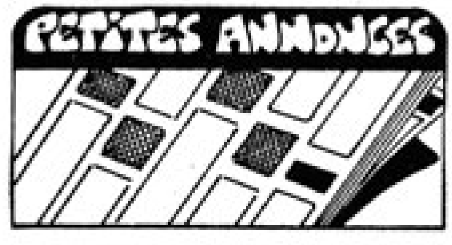
LES VERTS PREPARENT LEUR LISTE POUR LES EUROPEENNES

Les Verts vont mourir de leur démocratie interne : la tête de liste (Antoine Waechter) a été élue à l'Assemblée Générale de Novembre, puis les régions réunies en leur propre assemblée ont désigné chacune au moins deux candidats, puis l'ensemble des candidats et des élus des régions se sont réunis pour ordonnancer la liste. Après 6 heures de vote et pas moins de 50 tours de scrutin, il a été possible d'élire les 15 premiers de la liste. Cela donne dans l'ordre : Antoine Waechter, Solange Fernex (Alsace, tête de liste aux Européennes de 1979, porte-parole des Verts), Max Siméoni (Conseiller Régional Corse), Claire Schlecht (Haute-Normandie), Yves Cochet (Bretagne), Marie-Christine Aulas (Ile-de-France), Gérard Monnier-Besombes (Provence Côte-d'Azur), 8ème place réservée à un poste d'ouverture, Didier Anger (Basse-Normandie, tête de liste aux élections européennes de 1984), Dominique Voynet (Franche-Comté, porte parole des Verts), Gérard Onesta (Midi-Pyrénées), Marguerite-Marie Dinguirard (Rhône-Alpes), 13ème place réservée à un poste d'ouverture, Renée Conan (Bretagne), Bruno Boissière (résident à Bruxelles). La liste des régions avec une parfaite répartition hommes/femmes.

CONGRES DES VERTS EUROPEENS

Pari ambitieux des Verts : remplir le grand amphi de la Sorbonne pour le lancement officiel de la campagne des élections européennes, soit près de 2000 places. Cela se passera les 7, 8 et 9 avril prochain et vous pourrez y rencontrer l'ensemble des candidats des différents pays de la CEE. Une occasion de prendre contact avec vos homologues européens sur les sujets qui vous intéressent. Pour couvrir l'événement, Silence, Vert-Contact (journal des Verts) et Vivant s'associent pour publier un quotidien pendant les trois jours du congrès. Si vous voulez participer à l'équipe rédactionnelle contactez-nous. Si vous voulez participer au congrès, contactez Gérard Monnier-Besombes, les Verts, 90 rue Vergniaud, 75013 Paris.





OBJECTEURS

• Ulamir, BP 1, 29262 Ploudalmezeau, tel : 98 48 15 66, Philippe Arzur, cherche objecteur pour entretien du matériel de l'association, encadrement activités sportives et physiques, encadrement centre de vacances et camps.
• Association Musiques Vivantes, 3 rue Jean Jaurès, 03200 Vichy, cherche objecteur pour juin 89, bonne culture générale, autonome, sens des responsabilités.
• Non-Violence-Actualité BP 10, 45200 Montargis, tel : 38 93 67 22, cherche objecteur pour participation à la revue.
• Le MAN, 20 rue du Dévidet, 45200 Montargis, tel : 38 93 13 73 cherche objecteur pour travail en équipe : éditions, campagne d'actions, formation, commissions.
• La CIMADE, Henri Polzat, 176 rue de Grenelle, 75007 Paris, tel : (1) 45 50 34 43, cherche plusieurs objecteurs pour Marseille (lutte contre le racisme), Massy-Essonne (animation dans un foyer d'accueil pour réfugiés), Paris (Aide-comptable, saisie informatique)...
• L'association "La vie en Vert", Page-Paca, La Thomassine, 04100 Manosque, tel : 92 72 40 24 propose une place d'objecteur dans une ferme expérimentale en Provence (fruits oubliés, légumes anciens, culture bio...
• L'APEAI, Association de parents d'enfants et adultes handicapés, 7 av. G. Clémenceau, 46100 Figeac, tel : 65 34 26 90 cherche objecteur pour animation et encadrement adultes handicapés mentaux, amélioration de projets pédagogiques.
• Union Départementale des Associations de Défense de la Nature de l'Essonne, Route de Lardy, 91730 Chamarande cherche objecteurs pour récupération (papiers, verres) animation de projets, contacts divers.
• Réseau Santé, 15 rue Jean-Baptiste Say, 69001 Lyon, tel : 78 27 17 16 cherche objecteur pour animation santé auprès d'adultes et d'enfants, documentation, public-relations et communication, économat, informatique et comptabilité, secrétariat, accueil...
• Association pour l'Accession des Adultes à l'Apprentissage Artisanal, 2 rue Désiré Chevallier, 93100 Montreuil, tel : 48 59 31 35 cherche objecteur pour activités de formation à l'ébénisterie.
• Centre d'Initiation à l'Environnement, rue du Lac, 38090 Villefontaine, tel : 74 94 14 43 cherche objecteur pour assurer permanences, vulgarisation, entretien, petits travaux, études possibles.
• La FRAPNA-Savoie, 20 rue Croix d'Or 73000 Chambéry, tel : 79 85 31 79 cherche deux objecteurs pour animation nature ou suivi de dossiers (enquêtes publiques, aménagements routiers, études d'impact, réserves naturelles.
• Union Fédérale des Consommateurs d'Aix, BP 217, 13607 Aix en Provence Cédex, tel : 42 20 23 42 cherche objecteur pour animation de permanences litiges, participation aux commissions, petit travail administratif.
• Les Petits Lutins, Saint-Emilion, 33, tel : 57 24 63 30, association parentale, cherche objecteur formé pour animation ateliers d'enfants de 3 à 6 ans.
• Secours populaire français, 6 rue Gaspard André, 69002 Lyon, tel : 78 37 01 61, cherche objecteur, permis de conduire, pour apporter concrètement une solidarité aux plus démunis.
• Amis de Jeudi-Dimanche, 3 montée du Petit Versailles, 69300 Caluire, tel : 78 08 23 83, asso. à caractère social (enfants et jeunes) cherche objecteur.

VENDS

• Vend ferme bressane, en pisé, 1 km du village, à la limite des Dombes de Bresse (Ain), 60 km de Lyon, 60 m2 habitable, plus 80 m2 aménageable sur 2 niveaux, 3000 m2 de terrain (haies bocagères, jeune verger). Tel : 78 25 77 65 le soir.

REPOS

• Si vous cherchez repos, isolement lieu pour le vide ou pour jeûner, venez passer quelques jours dans des gariottes individuelles (maisons de berger construites en pierres sèches et de forme ronde), dans la campagne quercynoise. Confort assuré et possibilité de séjour toute l'année. Ecrire : Daniel Pasquier, Mercadier, 46230 Lalbenque, tel : 65 24 74 23.

Les petites annonces du journal sont gratuites pour les abonnés, les propositions d'emplois et de postes d'objecteurs. Pour les autres cas : prendre un abonnement à 120 F.

LES VERTS BRESILIENS

Les Verts Brésiliens ont un député au Parlement. Pour terminer le tour d'horizon sur ce pays, nous avons demandé à leur président, Fernando Gabeira, ancien militant d'extrême gauche, d'expliquer la situation dans son pays.

Silence : Pourquoi l'écologie au Brésil est-elle devenue depuis peu un sujet très important ?

Fernando Gabeira : Les gens vivent avec la nature tous les jours. La conscience de l'écologie politique a commencé avec les mouvements de quartier, pour de meilleures conditions de vie. Nous avons beaucoup de problèmes : l'Amazonie, le nucléaire...Les gens qui habitent à Angra Dos Reis, près des usines nucléaires, n'ont plus accepté le nucléaire après l'accident de Tchernobyl. Ensuite la qualité de vie dans les grandes villes est très détériorée.

Silence : Comment se fait-il qu'au Brésil, il y ait tant de députés qui se réclament de l'écologie ?

Fernando Gabeira : En plus des problèmes, il y a l'exploitation politique de l'écologie. Des députés se réclament de l'écologie mais dans leur vie quotidienne ne font rien. Il y a des entreprises qui dépensent plus pour leur publicité vantant leur prétendue aide à l'environnement que pour faire réellement quelque chose pour améliorer les conditions mêmes de leur installation.

Silence : Dans les médias, comment est traitée l'écologie ?

Fernando Gabeira : Le Parti Vert a un député, dans l'état de Rio. Il fait un travail important dans le cadre de l'écologie urbaine. Une particularité très brésilienne, c'est la mode des sujets. Maintenant l'écologie est à la mode et tout le monde traite ce sujet. Mais les problèmes environnementaux sont si graves qu'après quelque temps, il deviendra facile de voir qui est réellement pour l'écologie. La gauche brésilienne est pro-nucléaire, ils pensent qu'il faut suivre les Européens et les Américains. Ils pensent qu'il faut de l'énergie nucléaire pour être un pays développé. Au Brésil, nous les Verts, sommes quasiment les seuls à être anti-nucléaires.



Destruction de la forêt (dessin d'un journal brésilien)

Silence : Y-a-t-il un lien entre le fait que la gauche soit pour le nucléaire et le fait que le nucléaire soit entièrement militaire ici au Brésil ?

Fernando Gabeira : Oh oui. Il n'y aurait pas de nucléaire au Brésil s'il n'y avait pas les militaires. D'abord parce qu'il a été développé pendant la dictature militaire et parce que maintenant les militaires veulent fabriquer la bombe atomique (voir Silences précédent).

Silence : Maintenant que la démocratie est revenue au Brésil, qu'est-ce qui a changé ?

Fernando Gabeira : La situation est la même. Nous avons obtenu une petite victoire : maintenant la constitution dit qu'à chaque fois qu'ils veulent construire une usine nucléaire, ils doivent consulter le parlement, mais trois usines sont construites ou en route. Après, ça sera très difficile. Ils ont préparé le terrain pour faire un sous-marin nucléaire. Ils contrôlent encore tout, par exemple, légalement en cas d'accident atomique, c'est l'armée qui organisera l'assistance, l'évacuation et tout...

Silence : Les usines sont toutes dans l'Etat de Rio. Est-ce que le fait que le Brésil soit lui-même divisé en Etats, avec des intérêts très différents ne multiplie pas les difficultés entre les écologistes ?

Fernando Gabeira : Oui, mais il faut montrer qu'en cas d'accident nucléaire, ce n'est pas seulement Rio qui sera touché : le monde entier a subi les effets de Tchernobyl. On mange encore ici, au Brésil, de la viande, du fromage contaminés. Les installations militaires pour les sous-marins sont à Sao Paulo. En Amazonie, ils ont fait un cratère probablement pour faire des essais de bombes. Les déchets des centrales (17 tonnes déjà) sont à Angra. A Goiânia, il y en plusieurs milliers de tonnes. Il n'y a pas encore de politique nationale.

Silence : Y-a-t-il d'autres groupes contre les armes atomiques ?

Fernando Gabeira : Il y a des scientifiques qui sont contre, des religieux. Des sondages informels ont révélé qu'environ 70 % de la population était contre. Il y a l'énergie hydroélectrique, les énergies alternatives, éolienne, solaire. On a sous-estimé l'énergie solaire au Brésil. Je suis allé en Israël : les deux techniciens les plus importants sont d'origine brésilienne ! Ils sont venus plusieurs fois ici : on leur a répondu qu'on n'était pas tellement intéressé ! Ils n'ont pas réussi à motiver le Brésil pour le solaire. En Israël, ils l'exportent pour la Californie qui l'utilise pour les moments de pics : c'est encore une énergie auxiliaire. Au Brésil, pour les petites villes, ça pourrait devenir très important.

Silence : Qu'est-ce qui va changer avec les écologistes au gouvernement ? La politique au Brésil est très corrompue, estce que les écologistes, eux, sont purs ?

Fernando Gabeira : Dans la constitution maintenant, on a des dispositions très importantes, sur le nucléaire, la possibilité de punition contre les gens qui commettent les crimes écologiques. Il y aussi des contrôles possibles par le gouvernement sur les biotechnologies. On devient très dépendant de la biotechnologie développée dans les autres pays.
Chaque année, un territoire comme la Belgique est perdu avec les incendies de forêts. La loi interdit de faire des feux de forêts, mais qui fait respecter la loi. En Rhondonie, un Etat du nord, grand comme la France, il y a quinze personnes pour faire le contrôle : impossible.

Silence : Pourquoi ce parti pris de la destruction ?

Fernando Gabeira : Il y a un conception du développement qui part de la destruction de l'environnement. Les Américains, les Européens ont détruit. C'est le prix du développement !

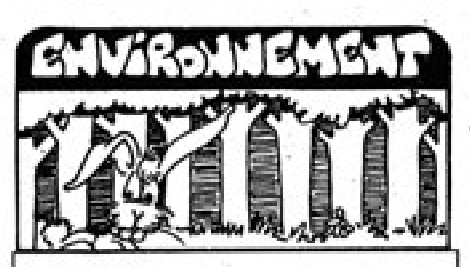
Silence : Quel message voudrais-tu faire passer à l'étranger ?

Fernando Gabeira : On lutte au Brésil pour résoudre des problèmes graves, mais on sait que les problèmes sont mondiaux. L'Amazonie est un problème international, c'est un patrimoine de l'humanité. Le climat change beaucoup. Il y a eu une variation climatique importante : il n'a pas plu cette année. Mais la destruction de l'Amazonie c'est important pour la planète entière.

Silence : Comment passe-t-on de la "révolution" dans les années 70 à l'écologie ?

Fernando Gabeira : Dans les années 70, j'étais marxiste, et très insatisfait de l'arsenal théorique pour comprendre la situation au Brésil et dans le monde. J'ai pensé qu'il était important de commencer à expliquer des faits modernes, qui n'existaient pas dans l'horizon de vie de Marx. Au sujet des problèmes écologiques par exemple. La gauche dit que la question fondamentale était la lutte de classes et que ceux qui s'en éloignent collaborent avec la bourgeoisie. Je pensais que la question écologique était aussi très importante pour les travailleurs, les syndicats...
Il y a aussi les Indiens. Le marxisme est très pauvre pour expliquer cette situation. Une autre chose importante au Brésil est la discrimination contre les noirs, que le marxisme n'est pas capable de comprendre et de changer. La question des femmes aussi. La gauche brésilienne est très conservatrice et très réservée au sujet des femmes. Il y aussi les problèmes des minorités sexuelles, les tsiganes, les problèmes de liberté individuelle qui se posent pour la jeunesse, l'avortement, la marijuana par exemple. Ce sont des choses étrangères pour la gauche. Pour introduire tous ces problèmes dans la politique, il a fallu rompre avec la gauche. Dans cette lutte, je suis devenu écologiste.

Propos recueillis par **PERLINE.**



DANEMARK : VICTOIRE DU RECYCLAGE

Le Danemark possède des lois très strictes en matière de lutte contre le gaspillage, interdisant entre autres l'utilisation de bouteilles non recyclables. Cette disposition avait été attaquée en justice par des pays riverains qui y voyaient une mesure protectionniste contre l'importation de produits étrangers. Le 20 septembre dernier, la Cour Européenne de Justice a reconnu que le Danemark pouvait prendre de telles mesures de protection de l'environnement et que cela justifiait une restriction à la libre circulation des marchandises. Espérons que cette décision fera jurisprudence pour les autres décisions du même genre (taxation des emballages plastiques en Italie par exemple).

GUERRE AUX PHOSPHATES

Lors d'une conférence de presse, le 10 janvier dernier, l'UFC, Union Fédérale des Consommateurs, qui publie le journal "Que Choisir ?" rendait publiques ses actions pour l'élimination des phosphates dans les lessives... comme cela est maintenant le cas en Suisse où cette interdiction a permis de diminuer de moitié la teneur en phosphate du lac Léman.
Les phosphates ne sont pas directement toxiques mais favorisent le développement du plancton végétal au détriment du plancton animal dans les eaux stagnantes, les cours d'eau à faible courant et la mer. Ce développement entraîne la prolifération d'algues réductrices d'oxygène, de macrophytes, moules, escargots, puces, et entraîne la disparition d'espèces nobles (truites, salmonidés...). Les phosphates proviennent de l'agriculture (40 %), des détergents (34 %) et des matières fécales (22 %).
Les phospates sont produits presque uniquement par Rhône-Poulenc en France et entrent pour 60 % dans les détergents domestiques. Rhône-Poulenc menaçait alors l'UFC d'un procès mais Mr Truchot, représentant du secrétaire d'Etat à l'environnement, présent aux côtés de l'UFC, infirmait les déclarations erronées de Rhône-Poulenc, bien que semblant peu disposé à mettre en place une législation adéquate, ni même à prononcer une réglementation d'inscription en clair sur les emballages de détergents à l'usage des consommateurs, comme le réclame l'UFC.
L'association consumériste invite donc à l'usage de lessives sans phosphate, ayant une efficacité égale, telle "Le Chat" et "Super-Croix Liquide". **Claude Boyer.**

(à suivre page 18)

ENVIRONNEMENT

HISTOIRE DE PESTICIDES

Port-la-nouvelle, dans l'Aude, est une petite ville industrielle de 4500 habitants dont l'activité est liée à la présence du port, à une cimenterie et à un complexe de trois entreprises (Marty-Parazols, Delpech et SOFT) fabriquant des phytosanitaires et pesticides variés, ces trois entreprises étant plus ou moins intégrées dans un même groupe : Calliope dont le siège est à Béziers. Avec quatre sites "Seveso" à elle seule (sur un peu plus de 300 dans toute la France), Port-la-Nouvelle est ainsi bien placée dans les communes à risques.

Une enquête de routine

Le 15 septembre 1988 s'ouvrait à Port-la-Nouvelle, une enquête publique concernant l'autorisation de fabriquer du Dibromochloropropane (DBCP), autorisation demandée par le SOFT. Il s'agit d'une procédure normale pour les "installations classées", c'est-à-dire les usines dangereuses et polluantes.

Le jour même, des militants de l'association ECLA (Ecologie des Corbières et du Littoral Audois (1)) prenaient connaissance du dossier déposé à la mairie par la société SOFT et s'apercevaient avec stupeur qu'il n'y avait aucune fiche toxicologique sur le produit fabriqué, ni aucune indication sur les précautions à prendre à la manipulation et au stockage, mais une phrase bizarre a attiré leur attention : *"le DBCP a été remplacé en France par des produits plus performants et moins gênants à l'utilisation... La production du DBCP à la SOFT est, aujourd'hui, destinée à 100 % au Sénégal"*. De plus le dossier signalait que la fabrication avait déjà fonctionné à Port-la-Nouvelle dès mars 87 avec une autorisation provisoire d'exploitation accordée par la préfecture de l'Aude.

Un des membres de l'association, ingénieur chimiste retraité, a alors retrouvé la piste du produit. Dix années auparavant, ce nématicide avait défrayé la chronique de la presse chimique professionnelle quand on s'était aperçu que, même à très faibles doses, il provoquait la stérélité masculine chez les ouvriers qui le fabriquaient : aujourd'hui encore de nombreux agriculteurs qui l'ont utilisé sont restés stériles (2). Depuis, il est pratiquement interdit d'usage dans tout le monde occidental, en URSS et dans une part importante du Tiers-Monde, le Sénégal est un des rares pays à reprendre son utilisation. Aucun de ces renseignements ne figurait dans le dossier de la SOFT et, le produit ayant quasiment disparu de toutes les listes de pesticides car tombé en désuétude, c'est en toute ignorance de cause que la préfecture avait accordé l'autorisation provisoire. Aucune mesure de concentration n'était prévue dans l'unité, alors que la norme internationale impose une concentration maximale d'une partie de DBCP par milliard de parties d'air.

Devant ces faits scandaleux et les risques présentés par une telle usine située à 200 mètres d'une cité de 600 habitants et à 920 mètres d'une autre de 400 habitants, ECLA, soutenue par Aude-Ecologie, le MAN et les Verts de l'Aude, alertait la population, remarquablement relayée par la presse locale, qui disposait d'un "scoop" inhabituel et d'informations de première main. Le premier article paraissait deux jours après l'ouverture de l'enquête.

Plusieurs coups d'ECLA

L'association commençait alors plusieurs actions : envoi d'informations au maires et au préfet, annotations critiques sur le registre d'enquête, information du public, demande d'organisation d'une réunion d'information conformément à la nouvelle loi Bouchardeau, visite des installations montrant que les produits étaient stockés à l'air libre dans des conditions de sécurité déficientes, édition d'un dossier technique, et démarches auprès des Nations-Unies et de l'Ambassade du Sénégal.

Cette mobilisation a été rendue possible grâce à la participation active des pêcheurs de l'étang voisin : leurs poissons ayant été souvent victimes de pollutions par des pesticides (3).

Fin novembre, le Commissaire enquêteur remettait son rapport avec comme d'habitude un avis favorable. ECLA protestait immédiatement auprès de la Préfecture et du Tribunal Administratif... L'affaire aurait pu en rester là, si dans le département voisin les Verts de l'Hérault n'avaient découvert un projet du même groupe Calliope pour l'implantation d'un nouveau projet.

HELP appelle à l'aide

C'est en Novembre, toujours, qu'est connu le projet d'une nouvelle installation à l'Ouest de Béziers (site qui a déjà servi à la Littorale, usine sœur de celle de Bhopal). Les habitants de Maurheillan organisent une réunion qui rassemble plus de 500 personnes unanimement hostiles au projet avec création de l'association HELP. Le maire de la commune de 1400 habitants voyant qu'il y avait déjà plus de 400 adhésions a pris sa carte. Le Conseil Municipal de Béziers renonçait alors le 21 décembre à ce projet industriel.

Le projet d'usine commence alors à se balader dans la région où une quinzaine de municipalités sont contactées par Calliope, mais même là où les écologistes n'ont pas le temps de réagir, les maires refusent l'usine baladeuse : la réputation de celle-ci étant faite.

Calliope n'a pas renoncé à faire son installation et cherche un autre site. Société prospère (4), elle a les moyens de la sécurité, mais à Port-la-Nouvelle, elle a commis l'erreur de ne pas les développer. Attention que l'usine ne débarque pas maintenant chez vous !

Pitch BLOCH.

(1) ECLA, Pitch Bloch, Montséret, 11200 Lézignan-Corbières, tel : 68 43 38 72.
(2) cf "Forum du Développement", mensuel des Nations-Unies, N°124 de janvier 1987.
(3) cf "Le Marin" des 17 juin et 9 décembre 1988 et Reporterre N°0.
(4) 5,7 millions de francs de bénéfice net après impôts en 1987 pour une centaine de salariés.

(suite de la page 16)

SURVOL DU POLE NORD POUR L'OZONE

Paul Lavelle (GB) et Mette Larsen (N) vont survoler le pôle Nord en ballon. Pour cette première, celui-ci portera en grand le texte "Sauvez la couche d'ozone, achetez sans fréon !". (source tam-tam).

NATURE ET PLAN D'OCCUPATION DES SOLS

La Société d'Etude et de Protection de la Nature et de l'environnement de la Vienne, 8 rue Jean Jaurès, 86000 Poitiers, tel : 49 41 41 60 vient de publier un dossier sur ce thème qui présente ce que sont les POS (Plan d'occupation des Sols), comment ils sont conçus, gérés, comment la nature y est prise en compte, comment on peut y intervenir. Ce document, vendu 30 F, devrait permettre à tout amoureux de la nature de se doter d'une arme efficace contre les manipulations fréquentes de nos élus municipaux.

POLLUTION DE L'AIR : DES PROPOSITIONS

La pollution de l'air qui sévit sur toute l'Europe a pour cause principale les émissions des voitures et des camions. Les citadins étant devenus des esclaves de leurs voitures, les appels à une diminution du trafic ont été vains. Les Amis de la Terre rappellent qu'ils sont hostiles à tous les aménagements attirant les voitures en ville, en particulier les projets d'autoroute souterraines dans Paris, qu'ils s'insurgent contre la politique consistant à doter les "flottes captives" (autobus en particulier) de véhicules diésel mal dépollués, alors qu'on peut utiliser des véhicules fonctionnant au gaz, des véhicules électriques ou des tramways. Ils demandent un net renforcement de la Directive européenne limitant les émissions polluantes des voitures : les normes d'émission de toutes les voitures doivent être alignées sur celles des voitures de forte cylindrée. Ils réclament qu'un plus grand nombre de polluants soient mesurés et surveillés, en particulier l'ozone, et aussi les particules d'hydrocarbures émises par les diésels et les aldéhydes cancérigènes. Pour en savoir plus : Amis de la Terre, 15 rue Gambey, 75011 Paris, tel : 47 00 05 05 l'après-midi.

FORETS TROPICALES : TF1 FAIT DE L'HUMOUR

Le 3 février dernier était diffusé sur TF1 un reportage sur le massacre des forêts de Bornéo. Coupure publicitaire : un spot vantant une marque de tronçonneuse. Un peu déplacé non ?

STRASBOURG : MANIFESTATION CONTRE LA POLLUTION

A l'inititiative d'Ecopole, réseau trasnfrontalier pour la défense de l'environnement en Europe constitué d'associations de quartier, de protecteurs de l'environnement, de consommateurs, se préparent pour le samedi 4 mars prochain une manifestation franco-allemande contre le projet d'installation d'une usine d'incinération de déchets toxiques à Kehl.
Pour en savoir plus : Ecopole, 8 rue Mozart, 67000 Strasbourg.

ISERE - VOYAGEZ NATURE

Vous voulez découvrir la nature différemment, à moindres frais, et en compagnie d'animateurs spécialisés en faune, flore, mycologie, géologie ? Savez-vous que ceux-ci nous feront découvrir les grands carnivores de Yougoslavie, les traces et les animaux de Savoie, vous apprendront à dessiner et photographier les richesses du monde naturel, vous emmèneront à la rencontre des oiseaux du Sud de l'Espagne et des Shetland, ou des félins de Tanzanie ? Demandez le programme à la FRAPNA-Isère, MNE, 5 plce Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tel : 76 42 64 08.

REVE BLANC DANS LES PYRENEES

Certains élus ont fait part récemment de leur désir de reprendre le projet d'aménagement (pistes de ski, hôtellerie, route...) du secteur géographique du Pont d'Espagne et de la Vallée du Marcadeau, et même de faire accélérer leur processus de réalisation. La SEPANSO Bigorre se déclare contre tout aménagement susceptible de mettre en péril l'équilibre naturel dans le Parc National des Pyrénées. Pour approfondir ses critiques, la SEPANSO peut s'appuyer sur les brillants résultats des aménagements dans les Alpes où les villes-fantômes se multiplient à l'exception des rares stations de ski haut-de-gamme qui résistent encore à la baisse de fréquentation. Pour en savoir plus : SEPANSO, Bigorre-Pyrénées, 10 Bd Carnot, 65200 Bagnères de Bigorre.

TROIS NOUVEAUX ABONNES TROUVES : VOTRE ABONNEMENT GRATUIT.

Si tu paies le prix, t'as rien compris !

SAONE-ET-LOIRE : A LA DECOUVERTE DE LA NATURE

Vous êtes passionné de botaniques ou le sujet vous intéresse ? Promonature propose des stages, sorties, découvertes, conférences, expositions, pour faire découvrir la flore et la faune bourguignonne. Ils assurent aussi des travaux d'études et de recherche floristique sur l'ensemble du territoire et ont réalisé une collection photographique de plus de 3000 espèces végétales. Promonature s'adresse aussi bien aux particuliers qu'aux groupes : Promonature, Champs le Rousset, 71220 St-Bonnet de Joux, tel : 85 24 67 46.

ARDECHE : LES MIGRATIONS DE PRINTEMPS

Depuis le mois de février et jusqu'à fin mai, les oiseaux migrateurs traversent le ciel de France pour rejoindre leurs sites de reproduction. Certains passages sont plus favorables que d'autres. C'est le cas du Col de l'Escrinet en Ardèche. Aussi, et depuis 1982, des ornithologues étudient cette migration pour des intérêts scientifiques, de protection de la nature et pour le plaisir des yeux.
Si vous voulez vous régaler et faire connaissance avec des pigeons ramiers, des milans, des balbuzards, des guêpiers, des hirondelles et plein d'autres espèces, rendez-vous au Col où 2 hectares appartiennent à la Société de protection de la Nature et sont ouverts à tous les amateurs. Pour en savoir plus : Les naturalistes de l'Ardèche, BP 38, 07250 Le Pouzin.

DECHETS TOXIQUES

Il est une réalité de fait à reconnaître : les exportations Nord-Sud de déchets toxiques ne constituent pas un phénomène exceptionnel. Elles sont devenues une pratique courante et constituent, en plus, un nouveau marché lucratif pour les industries polluantes du nord. L'Entente Européenne pour l'Environnement fait des réflexons et des propositions.

La quantité de déchets dangereux produits sur notre planète dépasse à présent, suivant les estimations, 500 millions de tonnes par an. Cette masse de déchets est bien entendu générée à près de 99 % par les pays industrialisés.

Les exportations de déchets des pays industrialisés vers le tiers-monde sont dues aux différences de coût d'élimination compte tenu des dispositions juridiques et administratives à respecter dans les pays développés. Alors que l'incinération d'une tonne de déchets hautement toxiques coûte 2000 F, l'entreposage de la même quantité de ces déchets revient au plus à 250 F dans les pays du tiers-monde.

Le scénario est toujours le même :

- choix d'un pays pauvre du tiers-monde, le plus souvent un pays africain particulièrement endetté ;
- collecte et entreposage de déchets par des sociétés paravents rattachées à des paradis fiscaux ou à des "no-man's land" juridiques (Ile du Man, Liechtenstein, Gibraltar),
- promesse de quelques devises représentant un montant fabuleux pour le tiers-monde mais un montant dérisoire par rapport au coût réel de l'élimination,
- promesses de création d'emplois, d'installation d'entreprises de recyclage des déchets et le transfert de nouvelles technologies, évidemment, ont peu de chances de voir concrètement le jour,
- transfert effectué par bateaux sous pavillon de complaisance.

En Europe Aussi

A Lekkerkerk, aux Pays-Bas, 870 personnes ont dû déménager définitivement en raison de la présence de 500 tonnes de déchets hautement toxiques à proximité de leurs habitations. Et ce n'est pourtant qu'un des 4300 sites potentiellement contaminés répertoriés aux Pays-Bas en 1980.

Actuellement, en RFA, les sites dangereux sont au nombre de 35.000. En Grande-Bretagne, le Ministère de l'Environnement évalue à 10.000 hectares la superficie des sols contaminés.

En Belgique, en février 1987, on trouvait 530 tonnes d'arsenic pur répandu sur un site industriel dans la province de Linzbourg. Les eaux souterraines servant à l'approvisionnement en eau potable de la région avaient été contaminées. On n'en parle plus. Rien n'a été fait depuis pour nettoyer les dizaines d'hectares atteints.

Réglementation internationale

L'Entente Européenne pour l'Environnement s'adresse directement d'une part au Conseil des Ministres de la CEE et d'autre part aux négociateurs de la convention mondiale sur les mouvements transfrontaliers de déchets toxiques préparée par le programme des Nations-Unies pour l'Environnement. L'Entente Européenne pour l'environnement demande un contrôle international basé sur quatre principes :

1 - Les Etats feront en sorte que les mouvements transfrontaliers de déchets dangereux soient réduits au minimum compatible avec une gestion efficace et écologiquement rationnelle des déchets.

2 - Les Etats appliqueront aux déchets dangereux destinés à être exportés des mesures de contrôle au moins aussi strictes que celles qui sont appliquées aux déchets qui restent sur leur territoire.

3 - Les Etats ne permettront pas qu'un mouvement soit entrepris sans le consentement explicite et préalable de l'Etat d'importation.

4 - Les Etats ne permettront pas qu'un mouvement transfrontalier de déchets dangereux soit entrepris s'ils ne sont pas sûrs que les déchets en cause seront gérés de façon écologique sur un site ou dans une installation agréés de l'Etat d'importation.

On remarquera que le principe de l'adéquation des installations d'élimination finale s'avère le plus important, encore faut-il qu'il relève d'une évaluation objective.

Toute exportation de déchets devrait faire l'objet, avant exécution, d'un examen par un comité d'experts. En plus, il est nécessaire d'étendre la responsabilité des producteurs de déchets dangereux jusqu'à une obligation de réparer tous les dommages causés par ceux-ci. De la sorte, on trouve une contrainte juridique susceptible de peser en faveur d'un véritable souci de réduire les déchets à la source.

Une véritable structure pour l'éducation et la formation professionnelle en matière de déchets ainsi que pour le transfert de technologies propres doit se constituer au niveau mondial. Dans cette perspective, la CEE devrait coopérer avec le programme des Nations Unies pour l'Environnement. Les citoyens doivent se mobiliser et prendre conscience qu'ils détiennent un pouvoir de pression immense s'ils s'unissent.

Monique ROUX

Entente Européenne pour l'Environnement, c/o François Roelants du Vivier, Parlement Européen, Bureau 359, rue Belliard 97-113, B-1040 Bruxelles. Tel : (02) 234 32 50.



RESTAURANTS NON-FUMEURS

Pas la peine d'écrire à l'Association des Gourmets Anti-Pollution pour obtenir la liste des restaurants non-fumeurs : cette initiative n'a guère eu de résultats : les seuls restaurants non-fumeurs semblent être d'une part des végétariens et d'autre part les restos des grandes surfaces qui prévoient souvent des salles séparées. L'association vient de nous signaler qu'elle arrêtait son action faute de moyens et de répondant de la part des restaurateurs.

RHONE : PROGRAMME DU RESEAU-SANTE

Toutes les conférences se déroulent à la Maison de la Santé, 40 rue de Crimée, Lyon 1er à 20 h 30. Entrée 15 F pour les adhérents, 30 F pour les autres.
Jeudi 9 mars : nécessité et rigueur de la psychothérapie moderne avec M. Bourgeais de l'Arche de St-Benoît et Christine Tulou, docteur en pharmacie.
Jeudi 16 mars : le malade cancéreux face à ses soignants,
Samedi 18 mars : pourquoi vieillit-t-on, avec le Dr Ithuriague et l'association macrobiotique lyonnaise.
Jeudi 22 mars : tradition africaine, le rite et le sacré avec Afumba Atangana.
Vendredi 24 mars : les origines des maux de dos, démonstration pratique avec le Dr Omar-Jolland, Michaelie Charpe, orthoptiste, Caroline Guimas-Charret, podologue.
Egalement les Ateliers Découverte (Adhérents : 150 F, autres : 170 F) :
La sophrologie, les mardi 7, 14 et 21 mars avec Mme Kauff de 18h30 à 20h.
Laissez-moi rire, les mardi 7, 14 et 21 mars avec Joël Clerget de 20 h à 21h30.
La programmation neuro-linguistique le samedi 11 mars de 14 h à 18 h avec Joan Agosta.
Renseignements complémentaires : Réseau-Santé, 15 rue J.B. Say, 69001 Lyon, tel : 78 27 17 16.

PHOTOCOPIEUSES DANGEREUSES

Les photocopieuses utilisées plusieurs heures par jour peuvent causer des troubles des bronches et des poumons, des dermatoses, et irriter les muqueuses des yeux. Les responsables de ces troubles sont, d'après l'Association Danoise des Métallurgistes, l'oxyde de sélénium du tambour, l'ozone générée par la lumière ultraviolette, le toner utilisé, la suie, les résines thermo-plastiques et les oxydes de fer (source Tam-Tam).

DENTIFRICE : MEFIEZ-VOUS DU FLUOR

Le fluor est naturellement présent dans la salive humaine en quantité suffisante pour nos besoins dentaires. Mais le fluor est aussi un sous-produit de la production d'aluminium et les industriels ont cherché comment valoriser ce déchet. La découverte de fluor dans la salive leur a donné l'idée d'en mettre dans le dentifrice et depuis on est passé au bi-fluoré, tri-fluoré... Les associations de consommateurs dénoncent depuis longtemps le danger que présente cet excédent de fluor. Le gouvernement a pris la décision en décembre d'interdire certaines marques de dentifrice "tri-fluoré"... mais savez-vous que l'on peut se laver les dents avec une brosse et de l'eau ?

AUGMENTATION DES DEPENSES DE SANTE

Entre 70 et 88, les dépenses de santé ont augmenté de 1000 % (passant de 49 à 476 milliards de francs) alors que, dans le même temps, le taux d'inflation n'est que de 420 %. (source l'Impatient).

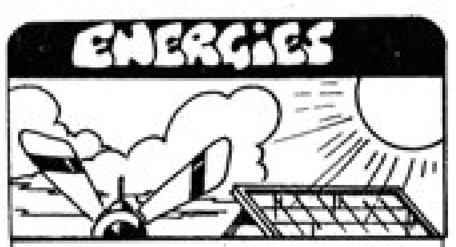
LE SIDA : UNE ERREUR DE LABORATOIRE ?

Cette thèse de l'erreur de manipulation génétique revient en force à travers le témoignage d'un médecin allemand, Jakob SEGAL, qui a dirigé pendant de nombreuses années l'Institut de Biologie de l'Université Humbold à Berlin. Selon lui, le virus du SIDA est en fait la résultante de deux autres virus qui ont été recomposés ensemble. Or ce genre de modification ne semble pas exister naturellement. Il s'agirait d'une manipulation artificielle. Ce genre de manipulation génétique coûte très cher et rares sont les laboratoires qui mènent de telles expériences. Parmi les laboratoires qui mènent ce genre d'expériences, figure celui de Fort Detrick, une installation américaine militaire où l'on recherche de nouvelles maladies à utiliser comme armes de guerre. On sait que ce laboratoire a procédé à des expériences humaines sur des prisonniers en échange de leur liberté s'ils survivaient... Il est possible, vu le temps que met le virus du SIDA à se manifester, qu'un de ces prisonniers, porteur du virus, ait été libéré alors qu'on le croyait sain, et qu'à partir de là l'épidémie se soit propagée. Ceci est une hypothèse. Mais ce qui est sûr aujourd'hui, c'est que le SIDA a été fabriqué de mains d'hommes aux USA. On peut lire la traduction en français de l'interview de ce biologiste dans "Alliance végétarienne", contre 20 F à retourner à All Vég. Villa Florès, Rdl Source, Alvignac, 46500 Gramat, tel : 65 33 63 33.



SAONE-ET-LOIRE : PAS DE PITIE POUR LES PETITS AGRICULTEURS

Installés en 1976 à Issy l'Evêque, Mr et Mme Koskas se voient refuser, pour d'obscures raisons, un prêt à taux préférentiel du Crédit Agricole. La Société Générale consent au prêt à 22 % d'intérêt ! Très vite, cette pression financière met en péril la bonne marche de la ferme et les Koskas ne paient plus leurs cotisations à la Mutualité Sociale Agricole. Celle-ci agit alors en justice pour obtenir le "remboursement" de ce qui lui est dû. Elle obtient la saisie de la ferme et la fait vendre à un prix dérisoire qui ne couvre même pas tous les frais. Les Koskas se retrouvent à la porte... et ne peuvent même pas prétendre au revenu minimum d'insertion car c'est la Mutualité Sociale Agricole qui la distribue... uniquement à ceux qui sont à jour de cotisations !
C'est l'exemple type de ces petits agriculteurs qui disparaissent dans l'anonymat. Aujourd'hui à 63 ans, Mr Koskas, avec le soutien des Verts locaux, cherche une nouvelle ferme pour redémarrer leur exploitation. Renseignements : Mr et Mme Koskas, "La Sommette", 71760 Issy l'Evêque.



HABITAT BIO-CLIMATIQUE A MONTPELLIER

Un projet de construction d'un petit immeuble bio-climatique (1 à 2 étages maxi, selon le nombre de personnes) est né à Montpellier. Le pojet avance avec la création d'une association "Héliotorre", rencontres avec un architecte, démarches auprès des sociétés de construction HLM (pour le financement). Nous recherchons des personnes intéressées ainsi que tout renseignement sur des expériences de ce genre. Contact : Jean-Louis Magnol, 11 rue des Bleuets, Résidence des Cyclamèns, Bat C, 34000 Montpellier, tel : 67 54 62 09.

RIONS UN PEU

Le centre social "La Louvière", (57 Marly) nous a fait parvenir la meilleure demande d'objecteurs depuis le début du journal :

"Le centre socio-culturel accueillerait un objecteur de conscience qui a été libéré de ses obligations de Service National.."

SANTE

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SIDA...

"Mieux vaut prévenir que guérir" : s'il est une maladie où les médecins et les patients sont bien obligés d'appliquer cette règle, c'est le SIDA, vu qu'à ce jour aucun traitement efficace n'a été découvert. Les années 1987 et 1988 ont vu se développer dans le monde et en France de grandes campagnes d'explications médiatiques pour éviter la contagion par le virus de l'immunodéficience humaine (VID). Huit ans après la "naissance" de cette maladie, il est maintenant possible d'avoir quelques certitudes sur la manière dont elle se propage, sur les façons dont on peut s'en protéger.

"Aujourd'hui le préservatif préserve de tout, même du ridicule", le slogan et les spots télévisés et cinématographiques de la dernière campagne en date, lancée fin 1988, par le Comité Français d'Education pour la Santé ont le mérite d'être humoristiques et déculpabilisants, même si comme tous slogans et campagnes publiciataires, ils sont forcément réducteurs. Réducteurs d'une part parce que le VIH ne se propage pas uniquement par l'acte sexuel de pénétration, d'autre part parce que le fait d'être contaminé par le VIH, donc de devenir séropositif n'est pas synonyme d'une évolution inéluctable vers le SIDA.

Si l'on peut disposer d'une information plus complète, il vaut mieux se référer aux diverses brochures sorties ces deux dernières années à propos du SIDA, à destination des milieux médicaux et éducatifs.

Le docteur Jonathan M.Mann, directeur du programme mondial SIDA/OMS exprime ainsi très clairement, dans l'éditorial de la publication sur le SIDA (*) éditée en décembre 1988 par le Comité Français d'Education pour la Santé, les objectifs d'une stratégie globale contre le SIDA : "le premier objectif est de prévenir la transmission du virus de l'immunodéficience humaine... Le deuxième est le soutien et le renforcement par les services sanitaires et sociaux des changements de comportements. En effet, comment espérer des changements de comportements en relation avec la prévention du SIDA chez les toxicomanes par injection intraveineuse, s'il n'existe pas de programmes de traitements pour eux ? Comment espérer des changements de comportements durables chez les personnes infectées par le VIH, sans leur garantir un accès permanent à des services de conseil et de soutien ? L'usage des préservatifs ne peut être promu efficacement s'ils restent difficiles d'accès, coûteux et de mauvaise qualité (NDLR : voir l'enquête publiée dans 50 millions de consommateurs sur les préservatifs).

Le troisième objectif est un environnement social favorable : environnement qui bannira les discriminations et la mise à l'index des personnes infectées par le VIH.

Chaque élément de cette triade doit être présent dans les programmes nationaux de prévention du SIDA. La faiblesse ou l'absence de l'un d'eux amoindrirait l'ensemble et empêcherait de réaliser une prévention efficace... On a constaté partout dans le monde, qu'il y a régresion de la panique et de la peur sans fondement chez les personnes bien informées ; que la confiance et l'engagement du public augmentent et que les solutions simplistes sont rejetées, lorsque les éducateurs donnent une information claire et valable sur le SIDA ...".

Comment se transmet le virus ?

C'est dans une petite brochure, d'accès facile, destinée aux médecins de l'Ile de France, éditée conjointement par l'Union Nationale des Associations de Formation Médicale Continue (UNAFORMEC) et l'Association pour l'Entraide et pour l'information sur le SIDA (AIDES) en juin 1987, que l'on trouve les réponses les plus claires à cette question. Le VIH peut se transmettre lors des rapports sexuels non protégés par des préservatifs. Le VIH se transmet à l'occasion du contact du sperme ou des sécrétions vaginales avec une muqueuse. Toute pénétration sexuelle, vaginale, rectale, orale, peut être contaminante pour l'un-e ou l'autre des partenaires. "Pénétration sexuelle orale" est synonyme de fellation. Le baiser sur la bouche n'est pas considéré comme une "pénétration sexuelle". S'embrasser sur la bouche ne suffit pas à transmettre le VIH. Le VIH se transmet lors de l'usage de seringues et d'aiguilles contaminées. Les toxicomanes qui utilisent la seringue d'un autre toxicomane porteur du

VIH sont pratiquement sûrs d'être infectés par le VIH. La transmission de "sang à sang" est la plus directe et, donc, la plus dangereuse. Actuellement près de 60 % des toxicomanes intraveineux de l'Ile de France seraient porteurs du virus.

Une femme enceinte infectée par le VIH peut le transmettre à son enfant. Le virus peut traverser le placenta et infecter le fœtus. La transmission s'effectue peut-être aussi lors de l'accouchement par le contact du sang maternel et du sang de l'enfant car les poumons du bébé sont en contact avec le sang et sécrétions de sa mère. Statistiquement, près de 50 % des enfants de mères porteuses du VIH sont infectés mail il n'y a apparemment pas de corrélation entre la gravité de l'infection maternelle et le risque pour le nouveau-né d'être infecté. Inversement, une femme séropositive asymptomatique (sans aucun signe de la maladie) peut donner naissance à un enfant contaminé.

Jusqu'en 1985 en France, le VIH pouvait se transmettre aussi lors des transfusions sanguines. Depuis cette date, la transmission par les produits sanguins et ses dérivés est maintenant beaucoup plus rarement en cause. Les concentrés de facteurs de la coagulation destinés au traitement de l'hémophilie subissent une préparation incluant une technique d'inactivation du virus par chauffage. L'albumine et les immunoglobulines subissent églament une préparation permettant l'inactivation virale.

Le VIH ne se transmet pas au cours des actes de la vie courante

La salive, la sueur, les larmes, les crachats ne sont pas des modes de transmission du VIH, de même le fait d'utiliser les assiettes et couverts ayant servi à un porteur du virus, d'être en contact avec des animaux domestiques, d'être piqué par des insectes notamment des moustiques, d'aller dans des toilettes, douches et piscines publiques. Les porteurs du virus peuvent donc mener une vie sociale normale.

Séropositivité ne signifie pas SIDA

L'infection par le VIH provoque l'apparition dans le sang d'anti-corps spécifiques anti-VIH. Les anti-corps spécifiques sont décelables par une prise de sang quatre à douze semaines en moyenne après le contact infectant. Le passage de l'état séronégatif à séropositif s'appelle un séroconversion. Avant cette séroconversion, la sérologie VIH reste négative, même si on est infecté-e. Il est donc inutile de faire un test le lendemain d'un rapport sexuel "non protégé" et "à risques". En cas de doute, il faut, bien sûr, s'abstenir momentanément de tout don du sang, de sperme, de tissus ou d'organes. Si l'on se retrouve séropositif, il est nécessaire d'effectuer des tests de confirmation lors d'un second prélèvement.

La grande majorité des porteurs du VIH - en France, on estime leur nombre entre 200 000 à 300 000 personnes selon les sources - sont des porteurs asymptomatiques, c'est-à-dire qu'ils ne présentent pas ou peu de symtômes. Le plus souvent, le porteur de virus ignore même qu'il a été contaminé car il ne ressent aucun trouble, d'où l'importance de la prévention. Le problème est de savoir quel sera, pour une personne séropositive, le risque de passage à une forme grave de SIDA.

La réponse à cette question est difficile pour plusieurs raisons : le SIDA est une maladie "jeune", les statistiques sont forcément partielles donc les données épidémiologiques actuelles qui indiquent que sur sept années, 40 % des séropositifs ont développé un SIDA, sont à prendre avec gravité mais sérénité puisque selon certaines équipes médicales les risques de passage à une forme grave sont de l'ordre de 2 % par an.

Le SIDA est une maladie perçue dans certains milieux comme "diabolique", la peur et l'exclusion (les sidatoriums en sont l'expression la plus détestable) sont donc deux phénomènes à proscrire.

Les brochures destinées aux médecins insistent d'ailleurs à bon escient sur l'aspect psychologique fondamental lors de l'annonce à un patient de sa séropositivité et même dès la prescription d'un test. Une chose est de toutes façon certaine, il vaut mieux si l'on est séropositif améliorer son "terrain", faire attention à son alimentation, à son mode de vie afin d'augmenter ses possibilités de défenses immunitaires.

Jean-Luc BENNAHMIAS.

(*) SIDA, dossier technique éducation par la santé, CFES, 22 rue Lecourbe, 75015 Paris.

L'AVENIR DE L'HUMANITE SUR UNE PLANETE RADIOACTIVE

La décision du magazine américain *Time* de désigner la Terre "planète en danger" en 1989 est symptomatique. Ce qui n'apparaissait souvent il y a quelques années que comme les cauchemars de savants paranoïaques ou les délires d'écologistes en mal de sensations fortes, arrive mainteant à l'avant-scène des médias du monde entier. La disparition des forêts équatoriales, la pollution chimique et radioactive, la destruction de la couche d'ozone, sont la conséquence directe de notre "progrès", qui loin d'éclaircir l'avenir, l'obscurcit d'orages menaçants. Les espèces végétales et animales disparaissent à un rythme accéléré et préparent ce que le biologiste américain Wilson appelle "la mort de la naissance". Le futur se referme sur nous comme un piège.

Dans ce contexte, les quelque 3 milliards de mètres cubes de déchets radioactifs de plus ou moins forte teneur qui se sont accumulés depuis un demi-siècle sur notre planète hypothèquent lourdement les dizaines de milliers d'années qui viennent.

L'impressionnant livre de Rosalie BERTEL "Aucun danger immédiat" offre une vision globale... et se lit comme un roman.

La conspiration du silence

Le livre s'ouvre sur un "fait divers" largement ignoré. Le 20 avril 1986 (soit 16 jours avant Tchernobyl), l'armée américaine procède à une explosion nucléaire souterraine dans le Nevada. Trois lourdes portes devaient amortir le souffle, bloquer l'incendie et retenir une partie des débris radioactifs. Deux des trois portes ont cédé et des produits hautement radioactifs ont envahi les galeries. Le 22 avril, le Département de l'Energie a autorisé l'évacuation des gaz et des débris radioactifs dans l'atmosphère sans en avertir la population. Un communiqué de presse ne sera rendu public que vingt jours après l'accident.

Page après page, Rosalie Bertell retrace cette longue histoire de secrets et de mensonges : à Chalkriver, à Kichtim (récemment admis par les autorités soviétiques, au bout de 30 ans !), à Hanford, au surgénérateur Fermi I, près de Détroit, à Windscale, à Big Rock, à La Hague, à Malville, à Rocky Flats, à Kalkar, etc. Une histoire ahurissante dont nous n'avons entendu le plus souvent que des bribes. C'est la même raison d'Etat qui sévit partout, à l'Ouest comme à l'Est, qu'il s'agisse du nucléaire civil ou militaire.

Changement d'échelle

Mais Rosalie Bertell ne se contente pas d'un travail d'historien. Médecin, spécialiste en biométrie, elle analyse en détail les effets de la radioactivité sur l'organisme humain. D'emblée elle situe le débat : *"L'industrie nucléaire et les essais d'armes atomiques ont déjà fait seize millions de victimes."* On est loin des quelques dizaines que les nucléocrates les plus ouverts sont prêts à reconnaître. Mais le chiffre brut serait trompeur. Nous commençons seulement à entrevoir, au travers des études épidémiologiques menées sur des centaines de milliers de personnes, l'impact des politiques industrielles ou militaires. Il ne s'agit pas seulement de compter les morts, mais aussi tous les malades; les handicapés par mutation génétique, etc. Et surtout, au travers du péril radioactif d'aborder différemment la notion même de maladie : *"Nous avons besoin d'un nouveau mot pour décrire cette*

Rosalie est née en 1929 à Buffalo aux Etats-Unis. Elle est médecin. Ses travaux portent esentiellement sur l'hygiène de l'environnement. Elle a été expert-conseil auprès de la Commission américaine de la réglementation nucléaire et auprès de l'Agence américaine pour la protection de l'environnement.

Depuis 1980, elle dirige à Toronto (au Canada) l'Institut international de Santé publique.

Elle a obtenu en 1986 le Prix Nobel Alternatif pour l'ensemble de ses travaux et pour son ouvrage *No Immediate Danger ?*

Le prix Nobel Alternatif existe depuis 1980. Il ne se veut pas en opposition aux autres Nobel, mais complémentaire. Il est remis aux lauréats lors d'une cérémonie qui se déroule à Stockholm, devant le parlement suédois, quelques jours avant la remise des autres Nobel.

L'Allemande Petra Kelly, le docteur Alice Stewart et le professeur Robert Jungk ont en particulier reçu ce prix.

---

dégradation aléatoire de la vie."

Face à la mort nucléaire

Dans la dernière partie du livre, peut-être la plus nouvelle et la plus importante, Rosalie Bertell établit un parallèle entre la conscience d'un individu confronté à sa mort et l'évolution de la conscience sociale face à la menace de l'"omnicide". La première réaction est la dénégation et le refus, bientôt suivi de colère. Sa colère épuisée l'individu va tenter un marchandage (souvent une fuite dans l'activisme) avant d'arriver, au moins dans certains cas, à une acceptation et à un changement radical de son mode de vie (même s'il sait sa mort certaine à l'échéance de quelques mois).

Mais nos rapports avec la mort, individuellement ou collectivement, sont particulièrement ambigus. *"Je me souviens d'un patient cancéreux qu'on venait d'opérer : on lui avait enlevé le larynx et la majeure partie de la mâchoire. Cet homme continuait à fumer, insérant des cigarettes dans le petit orifice ménagé par la trachéotomie dans sa gorge pour qu'il puisse respirer."* D'autres réactions sont possibles : *"Ceux qui adhèrent au nucléarisme y exorcisent leur peur de la mort, expérience qui les stimule, et qu'ils veulent voir partager par les autres."* Nous sommes maintenant au cœur du problème : pourquoi l'humanité ne réagit-elle pas plus aux périls mortels qui la menacent ? Certainement parce que l'être humain n'est pas d'abord un être rationnel. Il est pétri par une culture aussi bien que par ses peurs infantiles, qui le conduisent souvent à vouloir défier la mort pour tenter d'affirmer son immortalité, ou même y chercher une purification.

Au-delà des analyses chiffrées, des documents, des démonstrations, Rosalie Bertell nous invite à une culture de la vie, à une acceptation de notre mort qui signifierait une véritable acceptation de la vie.

Jean-Luc THIERRY

*** SANS DANGER IMMEDIAT ? L'avenir de l'humanité sur une planète radiactive. Par le Docteur Rosalie BERTELL - 690 pages - 180 F (oui bien sûr; c'est cher, mais vous pouvez peut-être le faire acheter par votre bibliothèque et en faire profiter d'autres... ou vous le faire offrir !). Editions La Pleine Lune. Diffusion en France : CQFDL 12 ter, rue de Lagny, Saint-Thibault des Vignes, BP37, 77401 Lagny Cedex.**



RHONE-ALPES : COORDINATION MALVILLE

Afin d'échanger informations et projets d'action, une réunion se tiendra le samedi 25 février à 14 h à la Maison de la Nature et de l'Environnement de Grenoble, dans les locaux de la FRAPNA-Isère, 5 place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble. Renseignements au journal.

CHARENTE : STAGE DE FORMATION CRII-RAD A LA ROCHELLE

Le laboratoire de la CRII-Rad, Commission Régionale Indépendante d'Information sur la Radioactivité) organise un stage de formation de deux jours les samedi 25 et dimanche 26 février de 9h30 à 17h30. Ce stage de formation sur la radioactivité sera animé par Michèle Rivasi, agrégée en biologie, et François Mosnier, physicien responsable du laboratoire. Il se déroulera au Centre Social de Villeneuve les S., Avenue Robespierre, à La Rochelle. Coût : 400 F. S'inscrire chez Boiusquet J., 40 rue Savary, 17000 La Rochelle, tel : 46 67 21 95.

ISTRES : MANIFESTATION CONTRE LES MATIERES RADIOACTIVES

Un millier de personnes se sont réunies pour manifester une nouvelle fois contre le projet de stockage de matières radioactives à Istres, dans les Bouche-du-Rhone, le samedi 28 janvier dernier. Elles entendaient exiger une réponse aux 3000 lettres envoyées à Mitterrand lui demandant de tenir compte du référendum organisé localement et dégageant une quasi unanimité contre le projet.

Actuellement 620 recours devant le Tribunal Administratif sont en attente de jugement. La COGEMA, propriétaire du site, demande 25000 F de dommages et intérêts pour les frais occasionnés par cette démarche juridique...

Les maires d'Istres, de Martigues, de Fos, de St-Mitre, de Port-St-Louis, de Port de Bouc, étaient présents à la manifestation, ainsi que des adjoints représentant les communes de St-Chamas, Salon de Provence, St-Martin de Crau et Miramas... On voit que les élections approchent. Renseignements complémentaires : CSMR, 31 lot les Narcisses, 13800 Istres. Tel : 42 56 53 26.

L'ETAT DE L'ETAT EDF

Fin 1988, la dette d'EDF se montait à 233 milliards de francs (soit une fois et demie son chiffre d'affaires annuel). Le déficit 88 se monte à 2 milliards de francs.

La production totale d'électricité en France a atteint 372,4 milliards de kWh soit une hausse de 3,2 % pour 1988. Les exportations d'électricité sont en hausse de 24,5 %... seul débouché actuel à notre surproduction électrique.

MEXIQUE : LA PREMIERE CENTRALE

En octobre 88, le Mexique a annoncé qu'il ferait diverger bientôt l'un des deux réacteurs, de 654 MWe chacun, de la centrale nucléaire de Laguna Verde, dans le Golfe du Mexique, à 75 km au nord de Veracruz. Construite en région séismique, elle est sévèrement gardée par l'armée qui craint l'opposition des écologistes. Le coût du kilowattheure sera le double de celui produit par les centrales au fuel... Mais que voulez-vous, il n'y a pas de raison que seuls les voisins du Nord aient le droit de faire joujou avec les matières fissiles. (source Tam-Tam)

PERTE D'UNE PASTILLE RADIOACTIVE

Lorsqu'un hôpital brésilien perd une pastille de produits radioactifs, on crie à l'incurie du tiers-monde. Lorsqu'on est à Nice, peut-on parler de la sénilité des habitants ? Le 31 janvier 89, une pastille de césium 137 a été déclarée perdue par un hôpital de Nice, le SCPRI est intervenu et, chance, la pastille a été retrouvée intacte deux jours plus tard dans une décharge de la ville.

TCHERNOBYL : SCORE EN HAUSSE

Déjà 11 des 13 personnes présentées à la télévision comme miraculées après l'accident de Tchernobyl et "sauvées" par une transplantation de la moëlle osseuse sont mortes. Selon les estimations, il ne reste plus que 40.000 à 400.000 décès par cancer à attendre. (source TAM-TAM).

URSS : FERMETURE DE CENTRALES NUCLEAIRES

A la suite de l'accident de Tchernobyl et du tremblement de terre en Arménie où l'on a frôlé une nouvelle catastrophe nucléaire à la centrale d'Erevan, c'est une véritable phobie du nucléaire qui se développe dans les populations d'URSS. Cela a incité le gouvernement à revoir sa politique nucléaire en annonçant dans un premier temps la fermeture de 24 réacteurs nucléaires, ce qui représente la moitié du parc actuel de l'URSS. Outre les réacteurs restants de Tchernobyl, les centrales arrêtées sont toutes de type VVER qui sont des centrales à eau pressurisée du même genre que les centrales PWR (en anglais ou REP en français) que l'on trouve en France. Le gouvernement annonce toutefois son intention de poursuivre le nucléaire à travers d'autres filières possibles. En attendant, de nouvelles centrales thermiques vont être mises en chantier.

EUROPE DES REGIONS : A L'EST AUSSI !

Les diverses politiques de russification appliquées aux peuples qui forment actuellement l'URSS sont au centre des contradictions de la politique de Gorbatchev. Les mouvements nationaux essaient de se coordonner avec des revendications proches des nôtres.

Les récents mouvements nationaux des Tatars de Crimée, d'Arménie, des Pays Baltes, de Géorgie, de Moldavie, d'Ukraine... sont là pour nous rappeler que la Russie n'est qu'un morceau de l'URSS. En cette période de pré-élection européenne, il n'est sans doute pas inutile de rappeler que l'"autre Europe" fait partie de l'Europe, et que nous devons, nous alternatifs européens, être particulièrement sensibles à ce qui se passe dans ces régions.

Nous vous invitons à lire, pour comprendre ce qui se passe, les deux extraits ci-après. Le premier est la déclaration de constitution du "Comité de Coordination des mouvements nationaux et démocratiques des peuples d'URSS", le second est un appel du "Comité plurinational de défense des prisonniers politiques" dont les activités vont plus loin que ne le laisse supposer son appellation. Ces informations on été traduites par l'excellente revue "Cahiers du Samizdat".

"La politique de démocratisation et de glasnost poursuivie en URSS n'a jusqu'ici pas du tout envisagé le problème principal, qui demeure non résolu en Union Soviétique, à savoir le problème national. La réaction des autorités aux événements récents (...) a montré que le parti au pouvoir et le gouvernement d'URSS ne veulent pas, ou ne sont pas en mesure de défaire le nœud complexe de contradictions nationales, qu'ils ont reçu en héritage de l'ancien empire russe et de sa politique d'expansion coloniale, et qui a été aggravé par la politique annexioniste de Staline et de ses héritiers..."

"Les interrelations dans le passé des mouvements nationaux des peuples non russes et de la démocratie russe encore embryonnaire, tout comme les contacts que nous entretenons depuis de nombreuses années avec le mouvement dissident démocratique, nous ont convaincus que de nombreux représentants de l'opposition démocratique n'ont pas encore pleinement assimilé le premier des axiomes de la démocratie, un peuple ne peut être véritablement libre lorsqu'il opprime d'autres peuples (ou, ce qui revient à la même chose, lorsqu'il sert d'instrument docile à cette oppression)" (...)

"Tout en étant prêt à accepter toute aide à l'extérieur tant de la démocratie russe renaissante, que des forces démocratiques dans le monde entier, nous ne comprenons pas moins parfaitement que dans leurs aspirations à la liberté et à l'égalité des droits, nos peuples ne peuvent s'appuyer que sur eux-mêmes.

Nous dénonçons les tentatives des forces réactionnaires qui cherchent à maintenir le statu quo pour diviser, pour monter les Arjeris contre les Arméniens, les Russes et les Ukrainiens contre les Tatars de Crimée, pour brouiller les Chrétiens avec les Mulsumans, les Orthodoxes avec les Catholiques, de réaliser l'union contre les Juifs et ainsi de suite. La force et le gage de la réussite des peuples opprimés dans la réalisation de leurs objectifs résident dans notre union.

Nous considérons que le développement des mouvements nationaux qui se manifeste depuis un certain temps à travers un large éventail de revendications depuis les revendications linguistiques, économiques, territoriales jusqu'au droit à l'autodétermination complète, a mis à l'ordre du jour la question de la mise en commun de l'expérience acquise dans les différentes républiques et de la coordination des actions, des mouvements nationaux et démocratiques des peuples d'URSS"

Ce texte a été signé le 12 juin dernier par des mouvements de Géorgie, de Lettonie, de Lituanie, d'Ukraine,

d'Estonie, d'Arménie. Cette coordination a décidé de sortir un bulletin tous les trois mois.

Le second extrait est un appel en sept points :

" 1 - Inscrire dans la constitution de toutes les républiques soviétiques que chaque république a pour langue officielle sa propre langue indigène et veiller à ce que ce principe soit strictement appliqué (...) et ne laisser jouer à la langue russe, en dehors des frontières de la république, qu'un rôle de maillon propre à assurer la bonne marche des relations entre les habitants et les administrations des différentes républiques.

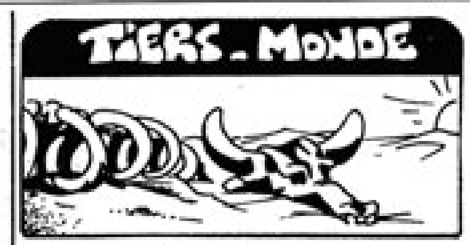
2 - Assurer les besoins nationaux et culturels des minorités qui n'ont ni organisations gouvernementales propres ni représentants dans les autres républiques soviétiques, et qui vivent en forte concentration ou en nombre important sur le territoire d'une république donnée (y compris les minorités russes dans les républiques non russes), c'est-à-dire : instruction pré-scolaire, et scolaire dans la langue maternelle, presse nationale, associations culturelles, etc... (...)

4 - Supprimer dans la législation et dans la pratique les conséquences de la "décision" prise par Staline concernant les questions nationales et territoriales. Rapatrier et établir le gouvernement des populations déplacées par la force, en accord avec la loi pour des raisons nationales, et reconsidérer les frontières des républiques et des districts (...).

6 - Ne plus permettre à l'avenir de construction de nouvelles centrales nucléaires (et dans certains cas renoncer à celles déjà construites), de complexes chimiques, de centrales hydroélectriques, de grandes dimensions dans les républiques au territoire exigu, ou déjà industrialisées, et à la population dense (Arménie, Moldavie, Estonie, Géorgie, Ukraine...) dans le but de prévenir une crise écologique et même le génocide de la population.

7 - Lors de la planification industrielle et de la construction, prendre en considération les ressources locales en y apportant le plus grand soin, afin d'éviter une modification délibérée de la composition ethnique (population) des républiques non russes, ainsi que des déportations massives des populations autochtones. " Texte réalisé en janvier 88.

Jean SINTES.



PARIS-DAKAR : TEMOIGNAGE

Dans le journal "L'Alsace" du 23 janvier 89, un cycliste qui vient de réaliser le Paris-Dakar en Vélo tout-terrain raconte comment il a ressenti ses relations avec la population locale et le rallye motorisé : *" La misère des populations noires est effroyable. Tous ces yeux affamés qui guettaient les restes de nos maigres repas, c'était vraiment insoutenable. J'ai donné tout ce que j'ai pu. Ce n'était presque rien et pourtant, pour eux, c'était énorme. En plus, ces gens qui vivent dans une misère indescriptible étaient d'une gentillesse extraordinaire. (...) Avec nos vélos, nous bénéficions partout d'un élan de sympathie incroyable. Sans doute d'autant plus fort que le Paris-Dakar motorisé, lui, est loin de faire l'unanimité.*
Cette civilisation ostensiblement riche fendant la misère sans le moindre regard a un côté inhumain que les populations autochtones ressentent profondément. Je pense d'ailleurs, maintenant, que c'est proprement révoltant. Le peu que j'en ai vu m'a suffi. T'avais des équipages qui arrivaient sous des tentes avec une multitude de personnes autour et dedans. Et qui repartaient le lendemain avec une voiture totalement remise à neuf. Et à côté de cela, t'avais des mecs paumés qui réparaient comme ils pouvaient avec leur tournevis. Désormais quand on me parle de cela comme d'une compétition sportive, je rigole..."

PARIS-DAKAR : LES JEUX SONT FAITS

Si vous en doutiez encore : Jean Todt a déclaré à l'issue de la course de cette année : "Peugeot participe au Dakar pour la publicité, pas pour le sport". Ceux qui veulent en savoir plus sur le sujet se jettent sur les brochures de Silence (25 F franco de port) "Paris-Dakar, pas d'accord".

SURPLUS A LIMITER, PRODUCTION A REPARTIR

Le 25 novembre dernier, Solagral organisait un colloque sur ce thème. Plus de 200 personnes sont venues échanger leurs points de vue : organisations professionnelles de l'agriculture et de l'industrie, militants d'ONG, chercheurs, décideurs, journalistes, partenaires du sud. Les actes du colloque paraîtront en mars 89 : inteviews, points de vue parfois contradictoires, données statistiques de base, références bibliographiques, cartes... Ce document paraît sous forme d'un numéro hors-série des revues "Alternatives Economiques", "Solagral" et "Afrique Verte" et est diffusé au prix unitaire de 35 F (+ 5 F de port) à commander à : Solagral, 13 Bd St-Martin, 75003 Paris.

ALIMENTATION ANIMALE : ENJEU NORD-SUD

Solagral vient de publier un dossier formation sur ce thème qui présente trois produits clés pour la filière nord-sud : le soja, le maïs, le manioc. Ce dossier présente également une analyse des stratégies commerciales, des politiques agricoles, des modèles de consommation aux USA, en Europe, en Thaïlande, au Brésil... enfin il présente des perspectives d'action issues d'une réflexion entre partenaires du Nord et du Sud, au-delà des slogans simplistes. Ce dossier pédagogique comprend 65 pages, 15 transparents et est vendu 200 F (texte + transparents) ou 150 F (texte + schémas sur papier). Commandes à : Solagral, 10 rue Lanterne, 69001 Lyon, tel : 78 30 83 14

AUTOCOLLANT POUR LA DEFENSE DES ETHNIES

Le groupe de Toulouse de Survival International qui s'occupe de la défense des ethnies minoritaires partout où celles-ci sont menacées vient d'éditer un autocollant de promotion de leur association que l'on peut se procurer contre 10 F (+2 F de port) à l'unité, 80 F franco les 10, 600 F franco les 100 auprès de François Talé, St-Bertrand de Comminges, 31510 Barbazan, tel : 61 88 38 32, chèques à l'ordre de Survival International-Toulouse.

APRES L'ASSASSINAT DE CHICO MENDES

Nous relations dans le précédent numéro de Silence les conditions qui ont conduit à l'assassinat de Chico Mendès. L'association Agir Ici, dont nous vous avions déjà parlé, a décidé d'intervenir auprès de la Banque Mondiale à Washington afin que celle-ci demande au gouvernement brésilien de prendre des mesures efficaces en faveur des Indiens et paysans d'Amazonie, ainsi que pour la protection de l'environnement, sous peine de suspendre les prêts qu'elle doit accorder prochainement au Brésil. Dans cette optique, Agir Ici lance un appel à tous ses signataires, ainsi qu'à tous ceux et celles qui le souhaitent pour écrire à la représentante française de la Banque Mondiale. La campagne débutera le 20 février. Prendre contact avec : Agir Ici, 185 rue de Charonne, 75011 Paris, tel : 43 73 53 55.

Vous voulez connaître le dernier numéro de votre abonnement : celui-ci figure sur la bande d'expédition

REMUE-MENAGE CHEZ LES TRAVAILLEUSES FAMILIALES

Une profession-témoin, mais une profession méconnue et pourtant les travailleuses familiales sont les véritables travailleuses du social de l'heure actuelle.

"Solidaire, solitaire..."
Albert Camus.



Examinons d'abord les conditions d'apparition et de mise en place des travailleuses familiales, c'est-à-dire les positions sociales de ses initiateurs, de ses soutiens et de ses agents, ainsi que les étapes successives de cette formation idéologique.

Les premières associations apparaissent dès 1865 dans le cadre des "bonnes œuvres". Ainsi le Père Etienne Pernet fonda l'Institut des Petites Sœurs de l'Assomption et leur donna pour mission de "refaire la famille chrétienne" en allant "à domicile soigner les malades" et "assumer les travaux ménagers exigés par la vie familiale".

Aujourd'hui encore, les textes ministériaux définissent ainsi notre profession :

"La travailleuse familiale est un travailleur social qui assure à domicile des activités ménagères et familiales... La travailleuse familiale contribue à maintenir ou à rétablir l'équilibre dans les familles où elle intervient. Elle accomplit les diverses tâches ménagères qu'exige la vie quotidienne et assure la surveillance des enfants. A l'occasion de ces tâches, concrètes, elle exerce une action d'ordre social préventif et éducatif" (1)

Issue, comme les autres professions du travail social, du bénévolat catholique et en portant encore profondément de nombreux stigmates, officialisée par l'institution en 1949 d'un certificat d'état, obligatoire pour son exercice, la travailleuse familiale présente des caractéristiques particulières : par son origine et par son lieu de travail.

Les travailleuses familiales sont, dans leur ensemble, recrutées en milieu populaire et leur formation n'exige pas vraiment de niveau scolaire sinon une expérience professionnelle, une bonne santé psychique et physique, des capacités d'analyse et d'humour.

De plus, elle est la seule professionnelle à intervenir au domicile des usagers. Cet espace d'intervention spécifique d'une identité et d'une intimité en fait une professionnelle au cœur même d'un crise et de son éventuel dépassement. Elle effectue un travail social dans le changement.

Aujourd'hui la profession est structurée avec depuis 1949 un décret ministériel concernant la formation, l'examen et le diplôme, depuis 1957, la première convention collective révisée en 1970.

Elle reste malgré tout entre les mains d'associations privées loi 1901 dont la première, AMF (2) est née en 1920. Une autre association aux tendances moins familialistes apparaîtra en 1942, APAF (3) transformées depuis le début des années 80 en AFAD (4) englobant aussi toutes sortes d'aide ou de maintien à domicile. Ces associations sont dirigées par des bénévoles gérant des fonds publics (DDASS (5), CAF (6), CRAM (7)...).

Dans le Rhône, 1968 a vu mûrir une association interfédérale, l'ADIAF (8) qui regroupe les quatre associations et qui n'existera vraiment qu'en 1972.

D'autres professionnelles exercent dans le cadre d'autres organismes

employeurs comme par exemple des services relevant des CAF, de la Mutualité Agricole, de la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence... Certaines DDASS recrutent elles-mêmes des travailleuses familiales. Les structures des services sont très variables tant par leur organisation que par leur dimension. Il n'est pas rare de rencontrer de petites associations rurales (9) de deux ou trois travailleuses familiales alors qu'il existe d'autres services organisés au niveau de tout un département aux nombreuses salariées (ex : ADIAF dans le Rhône : 3000 salariés).

Le parent pauvre du secteur social

L'heure des choix est encore une fois arrivée et, à cet égard, 1988-89, apparaissent comme des années charnières pour les professions d'aide à domicile. Lorsque pour toutes sortes de raisons les responsables habituels du foyer ne sont plus en mesure de maîtriser la situation, l'aide à domicile constitue un recours irremplaçable reconnu par tous les partenaires de l'action sociale : *"le maintien et l'aide à domicile ont droit de cité dans toutes les politiques d'action sociale même si les moyens accordés sont loin d'être le véritable écho qu'ils nécessitent"*.

Le budget (en réalité décidé par des financements publics (CAF, CRAM, Conseil Général même s'il est géré par les associations) reste archaïque parce qu'horaire et précaire : il est toujours à la merci de dotation supplémentaire ou non en fin d'année et demeure le pilier essentiel de toute transformation sociale et politique de cette profession.

La travailleuse familiale reste le parent pauvre du secteur social et de son action. Même si l'orientation fondamentale du IXème plan prévoit *"la promotion des individus et des groupes, de manière à préserver ou à rétablir l'autonomie dans la vie professionnelle ou sociale. (...) L'individu sera maintenu dans son milieu naturel (...) On développera des services d'action sociale en faveur des familles, des jeunes, des handicapés, des personnes âgées et des immigrés (...) Le nombre de travailleuses familiales sera fortement accru pour soulager ou remplacer les mères de famille malades ou empêchées (...). Transformer les mentalités par l'action sociale globale, telle était au début des années 70, la doctrine sociale du gouvernement. Le travail social devenant plus collectif"*.



En 1981, Nicole Questiaux émit le souhait de voir évoluer les pratiques professionnelles vers un travail en "équipes pluridisciplinaires" et considéra le travail social comme un facteur essentiel de la vie démocratique et du changement parce qu'elle vit l'expression dans une acceptation large, comme l'avait la revue "Esprit", en 1972 : *"Le travail social, c'est le corps social au travail"*.

Aujourd'hui, la transformation culturelle sociale et économique de la société crée, de fait, un mouvement dans lequel la travailleuse familiale est entraînée. Elle n'a malheureusement pas encore assez de moyens et son espace professionnel est beaucoup trop réduit pour qu'elle-même, et beaucoup d'autres, puissent mesurer la richesse de ses rôles multiples et en faire un terrain d'échanges.

Alors ordre ou désordre ?

Luce SERVANDON.

(1) Article n°1 du décret n°74.146 du 15 février 1974. J.O. du 25 février.
(2) Aide aux Mères de Familles.
(3) Association Populaire de l'Aide Familiale.
(4) Association Familiale d'Aide à Domicile.
(5) Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale.
(6) Caisse d'Allocations Familiales.
(7) Caisse Régionale d'Assurances Maladies.
(8) Association Départementale Interfédérale pour l'Aide Familiale.
(9) principalement l'ADMR, Aide à Domicile en Milieu Rural.

Sources et bibliographie :

. "40 années d'action sociale en France 1946-1986" de Marie Antoinette Rupp, Ed. Privat, 1986.
. "Le travail social" de Jeannine Verdes-Leroux, Ed. de Minuit, 1978.
. "Les équipements sociaux dans l'action sociale" de Jean-Marie Diem, Ed. Sociales de France, 1978.
. "L'aide à la famille dans son foyer et les travailleuses familiales ; l'expérience lyonnaise" de Agnès Pitrou, Bernard Averous, Claude Villarel, Monique Buisson, CAFAL-CNAF, 1976.
. "Les travailleuses familiales" du Ministère de la Santé. Documentation Française.
. "Sciences de l'Homme et professions sociales" sous la direction de Simone Crapuchet, Ed. Privat, 1974.
. "Les travailleuses familiales ; une profession sociale : évolution dans le Rhône de 72 à 84" de Bernadette Noailles, mémoire du Diplôme Supérieur en Travail Social, Collège Coopératif Rhône-Alpes.
. Rapport IGAS : titre troisième : "Les travailleuses familiales" (1979-80).



PARIS : UN GENERAL ALLEMAND CONTRE LE NUCLEAIRE

Contrairement à la brève du numéro précédent, c'est le vendredi 10 mars et non le 3 que le Général Bastian, député vert allemand, tiendra une conférence sur le thème " de l'armée à la défense civile non-violente" à la MLC de St-Leu, La Forêt, 81 rue d'Ermont. Renseignements : Maison de Vigilance de Taverny, 134 route de Bethemont, 95150 Taverny, tel : (1) 39 95 68 28.

POITIERS : UN OBJECTEUR EN PRISON

Christophe Albouy, objecteur de conscience, a besoin de notre aide, de notre solidarité. Le 21 décembre dernier, jour du 25ème anniversaire du premier statut des objecteurs, Christophe Albouy a été arrêté, incarcéré pour avoir refuser de porter un uniforme et un fusil. Christophe avait un sursis d'incorporation. Mal informé, il a commis l'erreur de résilier son sursis avant de demander le bénéfice du statut d'objecteur. Or le nouveau texte législatif, qui passe pour plus libéral que le précédent, comporte un certain nombre de dispositions discriminatoires et dissuasives, plusieurs pièges et embûches dont celle-ci : pour être recevable, une demande de statut doit être présentée soit n'importe quand avant le 30ème jour qui suit la publication de l'arrêté prévoyant l'incorporation, soit avant que l'intéressé n'ait posé sa candidature à un appel avancé ou renoncé avant terme au report de son incorporation. Croyant bien faire, Christophe Albouy a résilié son sursis le 16 mars 1988 puis demandé son statut le 18 avril. Son seul tort : avoir ignoré cet aspect de la loi.

Peut-être que si l'on prenait la peine d'informer les jeunes de leurs droits à l'objection, cela éviterait de telles situations.

Christophe est actuellement aux arrêts pour refus d'obéissance, et est menacé de 15 mois de prison. On peut le soutenir en prenant contact avec son comité de soutien : Au toit du monde, Maison pour la Paix, 31 rue des Trois rois, 86000 Poitiers, tel : 49 41 13 40.

ETATS GENERAUX CONTRE LA MILITARISATION

Il y a quatre ans, se tenait sur les hauteurs du Larzac, la Fête Forum de l'Objection, première grande rencontre des mouvements antimilitaristes. Quatre années plus tard, des membres de la Fédération Anarchiste, du Mouvement pour une Alternative Non-Violente (MAN), du Mouvement des Objecteurs de Conscience (MOC), de l'Union Pacifiste de France (UPF), du Comité National de Soutien aux Réfractaires et de biens d'autres organisations d'envergure nationale ou locale, réunis en collectif, ont pris la décision de renouveler l'expérience.
Ces "Etats Généraux contre la militarisation" se tiendront donc du 4 au 8 mai 89 au Centre de Vacances de St-Benoît de Carmaux, près de Toulouse, avec à l'ordre du jour : l'objection de conscience, les évolutions des formes et de la nature du service national, la politique européenne de défense, la contestation au quotidien : objection industrielle et scientifique, refus de l'impôt, objection féminine, etc... Renseignements complémentaires : Collectif des Objecteurs Tarnais, COT, BP 229, 81002 Albi Cédex.

BRIGADES DE PAIX INTERNATIONALES

L'idée d'interventions non-violentes pour la paix en zones de conflits n'est pas nouvelle : c'est en 1922 que Gandhi avança une telle proposition à l'occasion de troubles dans les rues de Bombay. A l'époque l'idée ne fut pas reprise, mais en 1957, Vinoba Bhave créa une "armée de paix" , la "shanti Sena" qui au milieu des années 60 compta plusieurs milliers de "Shanti Sainiks" entraînés qui intervenaient lors de troubles locaux, souvent d'origine religieuse. En 1961, A.J. Muske, Jayaprakesh Narayan et Michaël Scott fondèrent les Brigades Mondiales pour la paix. Celles-ci préparèrent notamment une grande marche pour l'indépendance de la Zambie (1961) et organisèrent pendant la guerre frontalière indo-chinoise de 1962, une marche d'amitié Delhi-Pékin. En 1964, elles réussirent à négocier un accord entre les rebelles et le gouvernement indien du Nagaland. En 72-73, au cours de la crise chypriote, un groupe d'une vingtaine de volontaires s'engagea pour la réinstallation de réfugiés chypriotes turcs.
Le projet des Brigades de Paix internationales est une tentative pour intervenir d'une manière non-violente dans les régions de tensions aigües. Des non-violents venant de différents pays et de diverses organisations de paix, se sont rencontrés au Canada en 1981, puis en Hollande l'année suivante, afin d'élaborer des propositions d'intervention d'équipes internationales de volontaires non-violents en Amérique Centrale, au Proche-Orient, au Sri-Lanka, en Namibie. Le but de ces équipes : déclencher un processus de paix.
Les Brigades de Paix Internationales (PBI) cherches des femmes et des hommes prêts à participer à de telles interventions. Il faut être majeur, jouir d'une bonne santé physique et psychique, être prêt à s'autofinancer, connaître au moins le français, l'anglais ou l'espagnol.
Il faudra pour participer suivre une préparation intensive et pour cela pouvoir participer à des cours de préparation qui comprendront notamment la théorie et la pratique de la non-violence, la dynamique de groupe, l'information sur le passé et le présent des pays concernés, afin de favoriser la compréhension.
Il faut également des volontaires, femmes et hommes prêts à entreprendre le travail d'appui, pour multiplier les contacts avant le départ, pendant la mission et enfin pour faire fructifier le travail des brigadistes après leur retour.
Des groupes PBI existent dans tous les pays d'Europe. Pour en savoir plus, vous pouvez contacter : Gilbert Nicolas, 15 rue du Palais, 29000 Quimper, tel : 98 55 63 76 pour le Nord de la France ; Christiane et Jean-Jacques Samuel, Communauté de l'Arche, Nogaret, 34260 Le Bousquet d'Orb, tel : 67 44 05 17 pour le Sud-Est ; Chantal Loichemol, Communauté de l'Arche, Bonnecombe, 12120 Cassagnes-Begonhes, tel : 65 74 13 40 pour le Sud-Ouest.

PELERINAGE POUR LA PAIX

Le10 novembre 1988, 42 personnes de 9 pays et 4 continents sont arrivées à St-Jacques de Compostelle après une marche de 6 mois qui avait commencé le 26 avril, anniversaire de Tchernobyl et du bombardement de Guernica par l'aviation nazie en 1937. Ce pèlerinage est parti depuis Eucom, qui est le centre européen de commandement des forces américaines en Europe, après une cérémonie œcuménique célébrée par un prêtre et un pasteur. La marche s'est arrêtée devant une usine d'armement, un cimetière juif détruit par les nazis, un projet de construction de golf en Haute-Savoie, la centrale nucléaire Superphénix, a emprunté un chemin de grande-randonnée à travers le Massif Central, a fait halte devant la centrale de Golfech, a participé à des débats, des émissions de radio, etc...
Cette marche relève d'une démarche politique et spirituelle au-delà des opinions et des croyances. La route de Saint-Jacques de Compostelle existent depuis 25 siècles et est donc antérieure aux religions actuelles.
Cette marche fait suite aux marches ionternationales de 82 et 83 (vers Béthléem), de 1984 (de San-Francisco à Washington), de 85 et 86 à travers la RFA, de 1987 de Stockholm à Genève. Une prochaine marche aura lieu à partir de décembre 89 en Inde. Pour en savoir plus, contacter : Yann Forget, Le Buisson, Gruffy, 74540 Alby-sur-Cheran pour la France, ou Greta de Jonge, 1 rue Jean Jacquet, 1201 Genève, pour la Suisse.

OBJECTEURS : ON ARRETE TOUT !

La coordination du mouvement pour l'arrêt du service civil à un an pour protester contre la durée double de ce service par rapport au service militaire lance une campagne de lettres adressées à Mitterrand pour lui demander d'appliquer les directives du Parlement Européen en la matière qui dénonce cette discrimination. Vous pouvez obtenir le texte de la lettre et en savoir plus en prenant contact avec : "On arrête tout", BP 2024, 49016 Angers Cédex.

SERVICE MINITEL POUR LES OBJECTEURS

Le Comité de Coordination pour le Service Civil, 16 rue Jean Giono, 91000 Evry, vient de mettre un service minitel au service des jeunes qui veulent savoir les conditions pour être objecteur de conscience, il est accessible par le (1) 60 77 84 62.

RFA - UN FLEAU : LES VOLS A BASSE ALTITUDE

Chaque année, plus de 20 avions militaires volant à basse altitude s'écrasent sur le sol de RFA, causant à chaque fois de nombreuses victimes. Dernière catastrophe (à l'heure où nous écrivons !) celle survenue récemment à Düsseldorf : un avion s'est écrasé en banlieue résidentielle, causant plusieurs victimes. Et l'on garde en mémoire la catastrophe du meeting aérien de Ramstein : plus de 70 morts et des dizaines de blessés. Et estimons-nous heureux que des avions ne soient pas (encore) tombés sur une usine de produits chimiques, un barrage ou... une centrale nucléaire. Chaque année en RFA, plus de 100.000 vols sont effectués à basse altitude par des avions à réaction militaire de nationalités allemande, britannique, hollandaise, américaine, belge, canadienne et française (60.000 militaires français en RFA). En certains lieux, on recense jusqu'à 80 passages quotidiens au même endroit... et il faut compter avec le bruit infernal et les traumatismes qu'il entraîne sur la population et la faune, certains avions descendant à 75 m d'altitude. Devant ce fléau, une vaste campagne s'organise pour arrêter le massacre. Renseignements : Dr Alfred Mechtersheimer, Uhdestrasse 2, D-8130 Starnberg (député des Verts au Bundestag).
Michel DELORE.

PAS D'ARMEE A L'ECOLE

Fin 1982, avait été crée le collectif national contre l'armée à l'école pour lutter contre le protocole "Hernu-Savary" visant à favoriser le contact entre nos militaires et nos chères têtes blondes. Un tract avait ainsi été distribué à 700.000 exemplaires dans les lycées et de nombreuses initiatives s'étaient déroulées.
Le 25 janvier 1989, c'est au tour de Chevènement et Jospin de signer un nouveau protocole entre la Défense et l'Education Nationale, destiné à amplifier encore la pénétration des militaires dans les établissements scolaires. C'est pourquoi une nouvelle campagne est en préparation pour dénoncer ce protocole. Pour en savoir plus : Union Pacifiste de France, 4 rue Lazare-Hoche, 92100 Boulogne.

COURRIER

PAS DE MEDICAMENT POUR LE TIERS-MONDE

Dans un des derniers numéros de 1988, une annonce disait - je n'ai pas le texte devant les yeux - "si vous avez des médicaments usagés (!) dans votre pharmacie qui prennent trop de place, ou que vous n'utilisez plus depuis que vous êtes passé aux médecines "alternatives" et que vous avez compris qu'ils étaient plus dangereux qu'utiles, envoyez-les nous pour les envoyer dans les pays du tiers-monde qui eux n'y connaissent rien et qui vous en seront éternellement reconnaissants. De plus cela permettra :
- de les intoxiquer un peu plus en les rendant dépendants de notre médecine grâce aux maladies consécutives aux effets médicamenteux,
- de soutenir notre industrie pharmaceutique déjà fort prospère en lui faisant une publicité gratuite sous couvert d'une action humanitaire,
- de lui procurer de nouveaux terrains d'expérimentation sans risque d'opposition locale,
- de justifier de la création d'hôpitaux avec tout ce que cela suppose de matériel spécialisé et de techniciens adéquats,
- d'accentuer la dette et la dépendance du tiers-monde en redorant le blason de notre médecine ailleurs qu'en Europe, où il ternit singulièrement,
- d'assurer la continuité de l'esprit colonialiste par l'intermédiaire du corps médical, la religion n'assurant plus la cadence depuis longtemps, et l'armée étant déjà passée pour préparer le terrain "médical", quand les catastrophes écologiques n'étaient pas suffisantes,
- de mettre la main sur la seule chose qui reste à prendre au tiers-monde : les corps,
- de remplir les poches de ceux qui, ici comme là-bas, ont compris que le tiers-monde était une des meilleures affaires financières du moment,
-de ne pas se pencher sur les causes réelles de la famine, de la maladie, parce qu'alors l'Européen se sentirait peut-être menacé et en état de légitime défense,
- de vous faire plaisir en faisant une bonne action, à bon marché, pour la gratification d'une action difficile à contester parce qu'elle touche plus le côté émotionnel que la réalité des faits".

Nous leur avons envoyé la religion pour leur donner une âme, l'armée pour les soutenir, aujourd'hui, nous leur envoyons la médecine pour les sauver, les cadres verts pour leur apprendre à vivre holistiquement et les déchets industriels pour qu'ils partagent avec nous les joies du progrès.

Le tiers-monde est une marchandise pour les uns, une bonne excuse pour les autres. Personne n'est plus à convaincre de son utilisation mercantile et politique par les gouvernements, les multinationales... mais c'est là aussi que les Européens essaient de résoudre leur angoisse de l'apocalypse, leurs contradictions, leurs problèmes de chômage et leur incapacité à se faire respecter dans leur propre pays.

C'est le nouvel échappatoire qui complète, supporte, collabore parfaitement avec le pouvoir que les pays industrialisés exercent sur le reste du monde. Nous gardons l'illusion d'avoir tout compris et nous continuons d'exporter notre échelle de valeurs, sous couvert d'actions humanitaires. Il en sera ainsi tant que l'analyse restera superficiellement attachée à des réformes. L'exploitation du tiers-monde découle directement de notre propre exploitation. Tous nos problèmes collectifs, individuels, internationaux, proviennent de cette maladie qui tue plus que le cancer ! Le travail salarié. Il est à la base de nos sociétés. Nous l'avons exporté partout avec ce qu'il contient de hiérarchie, de racisme, d'individualisme, d'exploitation et de misère.

Le tiers-monde existe partout où l'exploitation salariale existe. La solution est la même pour tous, suppression des intermédiaires, pouvoir de décision, autonomie, coopération, reprise en main de l'information, plaisir de l'échange direct et créativité... nouvelles structures pour supprimer le salariat.

Qui est mieux placé que nous Européens pour commencer ? Et pour en revenir à l'annonce, n'envoyez plus vos médicaments dans le Tiers-Monde, ne les prenez pas pour une poubelle, oubliez les un peu, qu'ils respirent !

Marie-Claude MIEVRE (Ile-de-France).

LUTTER CONTRE EDF

Etant anti-nucléaires, depuis 17 ans, nous boycottons EDF en refusant de nous raccorder au réseau. Nous couvrons la plupart de nos besoins domestiques en utilisant soit le bois (provenant des travaux d'entretien de la forêt) : chauffage domestique, cuisson (parfois remplacée par cuisson au butane), chauffage de l'eau (en été remplacé par un chauffe-eau rudimentaire). Nous nous éclairons au butane (système Bré) et réfrigérons de même. Un panneau solaire raccordé à des batteries nous permet de regarder la télévision, d'écouter la radio ou des cassettes. Récemment le don d'un groupe électrogène (fuel) nous a permis de dire adieu à la corvée de lessive manuelle... C'est peut-être naïf, ce n'est pas encore l'idéal mais cela permet de faire la nique aux technomenteurs/technocrades.

(...) Toujours consternés par la passivité parisienne face à la centrale de Nogent, je suis inquiet par la tournure de plus en plus corporatiste que prennent les revendications sectorielles. Est-on incapable, en France, de se mobiliser pour autre chose que des intérêts égoïstes, aussi justifiés soient-ils ?

Merci donc pour vos informations qui devraient permettre d'agir en ne sombrant ni dans le catastrophisme démobilisateur ni dans l'indifférence de la politique de l'autruche. Puissions-nous, les Verts, ne pas devenir les Lalonde de demain.

Jean-Paul ROSFELDER (Alpes de Haute-Provence)

FEUILLETON - Chapitre 6

LA PETITE MAISON DANS LA PRAIRIE

Résumé : trois cow-boys et trois représentants de commerce s'installent dans un dortoir commun d'un hôtel. Trois téléévangélistes roulent sur la route.



Aguichés par le cadre champêtre où paissent tranquillement des veaux aux hormones narquois, les trois téléévangélistes décident de s'arrêter dans une petite auberge dans la prairie. Ils garent leur luxueuse automobile sur le parking et pénètrent dans le hall. Le maître d'hôtel se dit que c'est la soirée des trios et leur annonce que tout est déjà pris mais qu'ils peuvent, éventuellement, s'ils le désirent, rejoindre trois cow-boys et trois représentants de commerce qui se partagent déjà un grand dortoir commun sous les combles. Les téléévangélistes acceptent et vont se coucher à leur tour dans le grand dortoir. (à suivre)



CONTRE LA REPRESSION - Quand on est insoumis, on peut essayer de se cacher pour éviter les retombées juridiques inévitables. Pour dénoncer cette menace, Paul, réfractaire à l'armée et par ailleurs artiste peintre, a organisé une manifestation culturelle le 28 janvier dernier sur la Place St-Michel à Paris. Pendant qu'il dessine, des amis distribuent des tracts d'information. La police n'est pas intervenue... A suivre.

NOUVELLE GAUCHE ET PRODUCTIVISME

J'ai été scandalisé par la façon dont vous avez présenté la fondation de la "Nouvelle Gauche" dans votre numéro de janvier dernier : "Les Comités Juquin ont définitivement renoncé à tout rapprochement avec les écologistes". Quels écologistes ? Les Verts tendance Waechter sans doute, les seuls à pouvoir revendiquer ce titre ? Ne devrait-on pas dire au contraire que ce sont eux qui, par sectarisme, empêchent tout rapprochement en refusant toute forme d'alliance ou de travail (cf les échéances électorales à venir : des listes sous label unique, l'ouverture par l'intégration !). Et pour finir de la calomnie pure et simple : "Dans leur plateforme : la solution de nos maux passe par la relance de la production". Je mets au défi l'auteur de cet articulet de fournir le moindre document émanant de la Nouvelle Gauche contenant cette idée. C'est de la désinformation abjecte qui n'est pas digne de Silence. (...)
J'ai vécu en Allemagne et milité chez les Grünen et je me suis engagé derrière la candidature de Pierre Juquin que dans la mesure où elle offrait des perspectives anti-productivistes, ainsi qu'une alternative à la gauche institutionnelle ou à l'environnementalisme étroit des Verts français.
Hubert GUICHARROUSSE (Paris).

Silence : *Nous avons reçu une dizaine de lettres du même genre sur cette interprétation du texte de fondation de la "Nouvelle Gauche". Si dans l'ensemble du texte, il y a évidemment de nombreux points d'accord avec les écolos (Verts ou non), il n'en reste pas moins des phrases inquiétantes comme celle-ci figurant dans un paragraphe intitulé "Crise du travail et inégalités" :* "Saurons-nous couvrir tous les besoins de toutes et de tous (redéfinis dans un dialogue permanent) à la fois en produisant plus et en produisant autrement, autre chose, avec moins de travail ?". *Ceci ne tient pas compte de l'épuisement des ressources et de la production de déchets. Elle peut laisser croire par exemple qu'il faudrait plus de voitures (bien socialement utile) alors que la voiture dans les pays industrialisés consomme la moitié de notre énergie (voir article de René Dumont dans le Monde Diplomatique d'octobre 88). Vouloir satisfaire les besoins de tous signifierait une hausse considérable de la production... et un épuisement rapide des ressources, une crise écologique majeure, bref, de l'environnementalisme !*

ABONNEZ-VOUS !

Abonnements pour 12 numéros :
Individuel : 120 F
De soutien : 150 F ou plus
Groupés par 3 ex : 300 F
Groupés par 5 ex : 430 F
Etranger et DOM-TOM: 170 F.

LES FRUITS SAUVERONT L'HUMANITE

Après les enthousiasmes et les espérances suscités par la religion, la science, la déclaration des droits de l'homme, enfin par tout ce qui était en demeure d'améliorer la condition humaine, il s'est avéré, en fin de compte que tout cela était illusoire et stérile. La médecine elle-même avec ses millions de chercheurs de par le monde, s'avoue impuissante à rendre la santé à l'homme. Elle croit terrasser un mal, un autre réapparaît ailleurs ; c'est le même avec un autre visage. La moyenne de vie des Français s'est allongée ? Oui, grâce à une retraite qu'il n'avait pas autrefois ! Que de luttes, d'énergie dépensée, d'argent gaspillé, de sang versé pour en arriver à ne faire que comme le chat qui court après sa queue !
L'homme a tourné le dos à la vie pour ne faire que des trous dans l'eau, voilà la vérité. Le soleil existe, oui, mais l'homme ne le voit pas. Le malheureux s'est enfermé en lui-même pour avoir "plus", toujours "plus" ! Il s'est mis à construire un monde caricatural en allant chercher lumière et chaleur sous ses pieds, c'est-à-dire en creusant sous terre une infinité d'abris pour lutter contre ceci, contre cela, contre le froid, la maladie, la misère, la guerre... Tous les jours, il en construit de nouveaux. Il appelle ça "la croissance".
(...) La surface de la forêt est passée de 7,6 milliards d'hectares à 2,8 aujourd'hui. En Ethiopie, au début du siècle, 40 % du territoire était recouvert de forêts. Aujourd'hui, il n'en reste que 3 %. Quant à l'arbre fruitier, l'arbre de vie, il n'occupe aujourd'hui que le 100.000ème de la surface terrestre. Par contre l'usine et le béton envahissant prennent de plus en plus d'espace.
Echapperons-nous à l'apocalypse ?
Il faudrait faire machine arrière : 1, reboiser la terre, 2, revenir à la fructiculture. (...)
La nourriture spécifique de l'homme est le fruit. Et ce sont 6 à 8 kg de fruits par jour qui referont de lui un être humain qui alors pourra reprendre son titre de roi de la création. Pour l'instant, il n'est qu'un bipède débile, méchant, imbécile et meurtrier.
Huit fois plus d'arbres fruitiers qu'il n'y en actuellement et le problème de la faim, de la guerre, de la maladie et de toutes les misères sera résolu car toutes les crises, tous les conflits sont économiques et ont pour origine la bouffe. Chercher une autre solution à nos maux, c'est chercher midi à quatorze heures.
Alph JACQUEL (Isère).

BEAUTE SANS CRUAUTE

Pour répondre au souci d'une lectrice qui s'inquiète des produits de beauté testés sur animaux, voici l'adresse sérieuse de "beauté sans cruauté", Beauté-Center, Claudine Haupert, 31 rue Marie-Adélaïde, 4757 Petange, Luxembourg.
Adresse aimablement communiquée par le CEPPAF (Comité Européen pour la Protection des Phoques et autres Animaux à Fourrures). Les prix des produits d'hygiène, soins, beauté (pour hommes et femmes) sont sensiblement les mêmes qu'en France .
Quand les humains auront plus de respect pour les animaux peut-être en auront-ils également pour leurs frères à deux pattes...
Christiane PETTEX-DUJET (Savoie).

CONVERSION DE SAINT BRICE

Dans les premiers temps de la nouvelle religion Atomique, les apôtres et leurs disciples étaient en butte aux attaques incessantes des fanatiques de la Religion Nature. A la tête de ces derniers, on trouvait l'Ami Brice. (...) Il luttait sur tous les fronts : en 73, il naviguait vers Mururoa où les atomistes officiaient en secret. En 77, il était chez sa mémé près de Malville investie par les milices de l'Ordre Atomique. En 81, il prit la tête d'une croisade et réunit sur son nom plus de 1.000.000 de personnes. Il personnifiait le combat. Pourtant, un jour qu'il roulait en vélo sur la route de l'Ere, près d'un buisson de roses, il s'arrêta pour se reposer. Soudain le buisson fut tout illuminé et une voix lui commanda "Viens suis moi ! Ton pouvoir sera plus grand si tu m'écoutes". Brice se prosterna devant le rosier irradiant et dit : "Pour sûr, je te suivrai". Depuis ce jour, il apparut aux côtés des nucléoridolatres, les défendant contre tous ses anciens amis. Et puis en 88, sa gloire arriva : Dieu le promut au rang de Sous Diacre de l'encensement. Brice, reconnaissant, demandait que l'on pense à ces pauvres hères qui souffraient des attaques de Lévert. Il défendit le lion et ses pots catalytiqués, la grande muette et ses missiles, l'EDF et son bijou Surgéphénix bien mutilé. Vraiment sa conversion avait été complète...
Saint Jacques (RICHEL - Isère).

N°115
Comité de rédaction vendredi 24 février à 20h30
Clôture des articles : mardi 7 mars à 12 h
Pliage et repas : vendredi 17 mars à partir de 19h.

N°116
Comité de rédaction vendredi 24 mars à 20h30
Clôture des articles : mardi 5 avril à 12 h
Pliage et repas : vendredi 14 avril à partir de 19 h.

SILENCE

"Ecologie, alternative et non-violence"
4 rue Bodin 69001 LYON
Tel: 78.39.55.33.

Imprimé sur papier recyclé
******
Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs.
******

N° de Commission paritaire: 64946
N° ISSN 0756-2640
*****
Date de parution : premier trimestre 1989
******
Tirage : 2500 ex

L'équipe du journal :
Entraineur de publication : **Michel Bernard**
Manager (la chèvre et le chou): **Jean-Luc Thierry**
Avant-droit : **Dominique Zanda**
Avant gauche : **Georges David**
Arrière : **Altho**
Arrière (pensée) : **Maloin Fernand**
Demi (de bière): **Jacques Adam**
Gardien de but (idéologique): **Thérèse Troivaux**
Dribbler: **Ibrahim Carbonare**
Ailier gauche: **Michel Jarru**
Ailier droit : **Francis Vergier**
Demi (d'ouverture) : **Michel Delore**
Demi (portion) : **Eric Bascol**
Hors-jeu : **Perline**
Arbitre : **Hervé Prat**
Et également :
BENNAHMIAS Jean-Luc
BLOCH Pitch
BONNEMAINS Jacky
BOYER Claude
Contratom
GUICHARROUSSE Hubert
ISNARD Phil
JACQUEL Alph
LEGEARD Bruno
MIEVRE Marie-Claude
PERSAT Henri
PETTEX-DUJET Christiane
RICHEL Jacques
ROBIN DES BOIS
ROSFELDER Jean-Paul
ROUX Monique
SCARATO Pascal
SERVANDON Luce
SIMEONI Max
SINTES Jean
TAM-TAM
WISE
Et les plieurs.



LYON : LE CEP A DIX ANS

En 1979, la création d'un lieu pour les associations et les comités de l'agglomération lyonnaise voyait le jour : le CEP, Centre d'Expression Populaire. L'idée fondatrice : mettre un espace à la disposition de tous ceux et celles qui contestent notre société et agissent pour la changer. L'accueil de groupes originaires de pays totalitaires et fascistes fut également une constante. Beaucoup se sont côtoyés et se côtoient au CEP, des radios-libres aux antimilitaristes, des plalestiniens aux Kanak.

Dix ans après, le CEP est toujours là, animé des convictions intactes et par la nécessité de se battre dans nos sociétés pour un monde meilleur. Nous n'avons pas renoncé à changer l'ordre des choses, à l'heure où la moitié de la planète meurt de faim et où ici même le chômage se développe. Il y a encore tant à dénoncer, tant à expérimenter, loin des débats en trompe l'œil et autres consensus mous.

Le CEP peut être un instrument de contestation de et dans cette société ; il peut participer sans sectarisme à la définition d'une alternative. Ni organisation politique, ni organisme de charité, le CEP, à l'instar d'autres lieux associatifs, peut être le creuset de nouvelles pratiques.

En projet : l'ouverture régulière en journée, la constitution d'un ensemble de services (vidéo, informatique...), la programmation de cycles de débats sur des sujets d'actualité ou non. Pour cela, deux choses sont indispensables : rénover sérieusement le local pour en faire un lieu agréable et convivial, embaucher un permanent chargé du suivi et de la gestion quotidienne. Pour cela un "appel d'air" financier est nécessaire. Nos faibles moyens actuels ne sont pas à la hauteur de ces ambitions. Nous lançons donc un appel pour que le "Cep nouveau" vive : il faut 60.000 F pour commencer. Renseignements : CEP, 44 rue St-Georges, BP 5006 69245 Lyon Cédex 05.

PARIS : VIVRE AUTREMENT ET DIMENSION INTERIEURE

A l'occasion du Salon Vivre et Travailler Autrement, les Réseaux Espérance organisent chaque jour de 17 h à 18h30 un carrefour sur la recherche de dimension intérieure avec au programme : samedi 4 : Patrick Sauvage (Vie intérieure, la voie du Zazen), dimanche 5 : Frère Sylvain (le RMI, un pas vers un vrai revenu de citoyen), lundi 6 : Marcel Schmitt (l'accueil des démunis), mardi 7 : René Macaire (quelles valeurs pour notre temps), mercredi 8 : Léone Bioteau (Se nourrir, se vêtir, se loger autrement), jeudi 9 : Jacques Pommier (vivre autrement dans les communautés de l'Arche de Lanza del Vasto), vendredi 10 : Philippe Riché et Claudine Charleux (Faire réseaux), samedi 11 : Henriette Louis (le silence et la liberté intérieure chez les Quakers), dimanche 12 : Marc Sève (Maison de Vigilance, aux portes du PC atomique de Taverny).

JURA : ACCUEIL AU BIO-LOPIN

Le "Bio-lopin", maison en bois cordé, vous propose des stages sur différents thèmes (ruralité, énergie, bio-climatique, géobiologie, autoconstruction...) tout au long de l'année. Egalement gîte rural sur le circuit équestre jurassien, il vous propose des chambres ou un camping. Nourriture biologique. On peut en savoir plus en demandant le programme à : Bio-Lopin, Alain Richard, Saint-Maur, 39570 Lons-le-Saunier.





tel : 84 44 23 92.

VILLAGES ECOLOGIQUES EN AMAZONIE

L'Association Bonheur et Vie sauvage en forêt amazonienne, camp St-Dominique, 97354 Montjoly-Plage, accueille toutes personnes, familles, enfants, souhaitant s'initier à vie en autarcie en forêt vierge de Guyane. Projet de villages écologiques au contact des tribus indiennes les plus préservées. Documentation disponible contre 20 F à Joëlle Manzoni, rue Alfred Fredet, 38190 Brignoud.

NEW-YORK : LES GUERRILLOS VERTS

Ils sont près de 300 à appartenir à ce groupe qui s'appelle "The green Guerillas". Ils font des actions dans toute la ville, repérant les terrains vagues et les terre-pleins, et viennent y semer des plantes, des arbres sans autorisation. On estime qu'en 1987, ils ont planté pour plus de 100.000 dollars de graines. Pour se financer, ils distribuent des journaux, donnent des cours d'horticulture et collectent les dons. On peut en savoir plus en les contactant : Green Guerillas, 625 Broadway, New-York, NY 10012.

